



CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

FR

17076/09 (Presse 365)

(OR. en)

**VERSION PROVISOIRE**

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

2982ème session du Conseil

### Compétitivité (marché intérieur, industrie et recherche)

Bruxelles, les 3-4 décembre 2009

Président

**M. Tobias KRANTZ**

Ministre de l'enseignement supérieur

**Mme Nyamko SABUNI**

Ministre de la consommation

**Mme Maud OLOFSSON**

Vice-premier ministre et ministre des entreprises  
et de l'énergie

**Mme Ewa BJÖRLING**

Ministre du commerce

de la Suède

# P R E S S E

## **Principaux résultats du Conseil**

*Le Conseil a adopté des conclusions sur un **système de brevets amélioré en Europe**.*

*À titre de contribution à la **stratégie future de l'UE en faveur d'emplois et de croissance durables**, le Conseil a adopté des conclusions sur la manière de parvenir à une économie compétitive, innovante et éco-efficace, sur les priorités pour le marché intérieur et sur le programme "Mieux légiférer".*

*Dans le domaine de la recherche, le Conseil a adopté des conclusions sur les questions suivantes:*

- *Orientations concernant les  **futures priorités pour la recherche**  et l'innovation fondée sur la recherche en Europe dans la stratégie de Lisbonne pour l'après-2010;*
- *L'avenir de la  **recherche** , de l'innovation et des infrastructures dans le domaine des  **technologies de l'information et de la communication** ;*
- ***Programmation conjointe de la recherche**  en Europe, y compris le lancement de l'initiative pilote consacrée à la  **lutte contre les maladies neurodégénératives** , en particulier la maladie d'Alzheimer.*

*Par ailleurs, le Conseil a adopté une résolution sur l'amélioration de la  **gestion de l'Espace européen de la recherche** .*

## **SOMMAIRE<sup>1</sup>**

<b>PARTICIPANTS.....</b>	<b>5</b>
--------------------------	----------

### **POINTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN DÉBAT**

ORIENTATIONS CONCERNANT LES FUTURES PRIORITÉS POUR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION FONDÉE SUR LA RECHERCHE EN EUROPE - <i>Conclusions du Conseil</i> .....	8
AMÉLIORATION DE LA GESTION DE L'ESPACE EUROPÉEN DE LA RECHERCHE - <i>Résolution du Conseil</i> .....	16
L'AVENIR DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES INFRASTRUCTURES DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION - <i>Conclusions du Conseil</i> .....	21
PROGRAMMATION CONJOINTE DE LA RECHERCHE EN EUROPE.....	28
DIRECTIVE RELATIVE AUX DROITS DES CONSOMMATEURS .....	35
UN SYSTÈME DE BREVETS AMÉLIORÉ EN EUROPE - <i>Conclusions du Conseil</i> .....	37
VERS UNE EUROPE COMPÉTITIVE, INNOVANTE ET ÉCO-EFFICACE - <i>Conclusions du Conseil</i> .....	48
PROGRAMME "MIEUX LÉGIFÉRER" - <i>Conclusions du Conseil</i> .....	60
SOCIÉTÉ PRIVÉE EUROPÉENNE .....	66
PRIORITÉS POUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR - <i>Conclusions du Conseil</i> .....	66
DIVERS.....	67

### **AUTRES POINTS APPROUVÉS**

#### **MARCHÉ INTÉRIEUR**

— Seuils d'application pour la passation des marchés - Marchés publics .....	71
--	----

#### **AFFAIRES GÉNÉRALES**

— Mise en œuvre du traité de Lisbonne - Nominations .....	71
---	----

<sup>1</sup> Lorsque des déclarations, des conclusions ou des résolutions ont été formellement adoptées par le Conseil, cela est indiqué dans le titre du point concerné et le texte figure entre guillemets.  
Les documents dont la référence est mentionnée sont accessibles sur le site internet du Conseil  
<http://www.consilium.europa.eu>.  
Les actes adoptés comportant des déclarations au procès-verbal accessibles au public sont signalés par un astérisque; ces déclarations sont accessibles sur le site internet du Conseil mentionné ci-dessus ou peuvent être obtenues auprès du Service de presse.

*AGRICULTURE*

- Réception par type des tracteurs agricoles ou forestiers - Procédure de réglementation avec contrôle ..... 72

## **PARTICIPANTS**

Les gouvernements des États membres et la Commission européenne étaient représentés comme suit:

**Belgique:**

M. Vincent VAN QUICKENBORNE  
M. Benoît CEREXHE

M. Kris PEETERS

Ministre pour l'entreprise et la simplification  
Ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargé de l'emploi, de l'économie, de la recherche scientifique, de  
la lutte contre l'incendie et de l'aide médicale urgente  
Ministre-président du gouvernement flamand et ministre flamand  
de l'économie, de la politique extérieure, de l'agriculture et de la  
ruralité

**Bulgarie:**

M. Evgeny ANGELOV

Ministre adjoint de l'économie, de l'énergie et du tourisme

**République tchèque:**

Mme Miroslava KOPICOVÁ  
M. Martin TLAPA

Ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports  
Vice-ministre de l'industrie et du commerce

**Danemark:**

Mme Lene ESPERSEN  
M. Uffe TOUDAHL PEDERSEN

Ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie  
Secrétaire d'État, ministère des sciences, de la technologie et de  
l'innovation

**Allemagne:**

M. Rainer BRÜDERLE  
Mme Sabine LEUTHEUSSER-SCHNARRENBURGER  
M. Thomas RACHEL

Ministre fédéral de l'économie et de la technologie  
Ministre fédérale de la justice  
Secrétaire parlementaire d'État au ministère de l'éducation et de la  
recherche

**Estonie:**

M. Tõnis LUKAS  
M. Juhan PARTS

Ministre de l'éducation et des sciences  
Ministre de l'économie et des communications

**Irlande:**

Mme Mary COUGHLAN

[Tánaiste](#), ou vice-Premier ministre, et ministre des entreprises, du  
commerce et de l'emploi

**Grèce:**

M. Stavros ARNAOUTAKIS

Secrétaire d'État, ministère de l'économie, de la compétitivité et  
de la marine marchande

**Espagne:**

Mme Cristina GARMENDIA MENDIZÁBAL  
M. Miguel SEBASTIÁN GASCÓN

Ministre des sciences et de l'innovation  
Ministre de l'industrie, du commerce et du tourisme

**France:**

M. Pierre LELLOUCHE

Secrétaire d'État chargé des affaires européennes, auprès du  
ministre des affaires étrangères et européennes

**Italie:**

M. Andrea RONCHI

Ministre sans portefeuille, politiques communautaires

**Chypre:**

M. Costas IACOVOU  
M. Efsthios HAMBOULLAS

Secrétaire d'État au ministère du commerce, de l'industrie et du  
tourisme

**Lettonie:**

M. Artis KAMPARS  
Mme Tatjana KOŅE

Ministre de l'économie  
Ministre de l'éducation et des sciences

**Lituanie:**

M. Rimantas ŽYLIUS

Ministre adjoint de l'économie

**Luxembourg:**

M. Jeannot KRECKÉ

Ministre de l'économie et du commerce extérieur

**Hongrie:**

Mme Judit LÉVAYNÉ FAZEKAS

M. Zoltán MESTER

Sous-secrétaire d'État au ministère de la justice et de la police  
Sous-secrétaire d'État au ministère du développement national et de l'économie**Malte:**

M. Jason AZZOPARDI

Secrétaire d'État chargé des recettes et des domaines publics,  
ministère des finances, de l'économie et des investissements**Pays-Bas:**

Mme Maria van der HOEVEN

M. Ronald PLASTERK

Ministre des affaires économiques

Ministre de l'éducation, de la culture et des sciences

**Autriche:**

M. Johannes HAHN

M. Reinhold MITTERLEHNER

Ministre fédéral de la Science et de la Recherche

Ministre fédéral de l'économie, de la famille et de la jeunesse

**Pologne:**

M. Igor DZIALUK

M. Marcin KOROLEK

M. Jerzy SZWED

Sous-secrétaire d'État au ministère de la justice

Sous-secrétaire d'État au ministère de l'économie

Sous-secrétaire d'État au ministère des sciences et de  
l'enseignement supérieur**Portugal:**

M. José MARIANO GAGO

M. José VIEIRA DA SILVA

M. Fernando SERRASQUEIRO

Ministre des sciences, des technologies et de l'enseignement  
supérieur

Ministre de l'économie, de l'innovation et du développement

Secrétaire d'État au commerce, aux services et à la protection du  
consommateur**Roumanie:**

M. Bogdan MANOIU

M. Bogdan CHIRIOIU

Mme Marian ECHANESCU

Ministre des affaires européennes

Secrétaire d'État

Secrétaire d'État

**Slovénie:**

M. Jozsef GYÖRKÖS

Secrétaire d'État, ministère de l'enseignement supérieur, des  
sciences et de la technologie**Slovaquie:**

M. Jozef HABÁNIK

M. Peter ŽIGA

Secrétaire d'État, ministère de l'éducation

Secrétaire d'État au ministère de l'économie

**Finlande:**

Mme Anni SINNEMÄKI

Mme Riina NEVAMÄKI

Ministre du travail

Secrétaire d'État, ministère des affaires économiques

**Suède:**

Mme Maud OLOFSSON

Mme Ewa BJÖRLING

M. Tobias KRANTZ

Mme Nyamko SABUNI

M. Jöran HÄGGLUND

M. Gunnar WIESLANDER

M. Peter HONETH

Vice-premier ministre et ministre des entreprises et de l'énergie

Ministre du commerce

Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche

Ministre de l'intégration et de l'égalité des chances

Secrétaire d'État auprès du ministre des entreprises et de l'énergie

Secrétaire d'État auprès du ministre du commerce

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'enseignement supérieur et  
de la recherche**Royaume-Uni:**

M. Kevin BRENNAN

M. David LAMMY

M. Ian LUCAS

Ministre d'État chargé de l'enseignement complémentaire, des  
compétences et apprentissage, et des consommateursMinistre de l'enseignement supérieur et de la propriété  
intellectuelle

.....

**Commission:**

M. Günter VERHEUGEN  
M. Janez POTOČNIK  
Mme Neelie KROES  
Mme Meglena KUNEVA

Vice-président  
Membre  
Membre  
Membre

**POINTS AYANT FAIT L'OBJET D'UN DÉBAT**

**ORIENTATIONS CONCERNANT LES FUTURES PRIORITÉS POUR LA RECHERCHE  
ET L'INNOVATION FONDÉE SUR LA RECHERCHE EN EUROPE - *Conclusions*  
du Conseil**

Le Conseil a mené un débat public d'orientation sur les futures priorités pour la recherche en tant que contribution de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi pour l'après-2010.

Le débat a été axé sur trois sujets principaux traitant des objectifs de la stratégie pour l'après-2010, la nécessité de garantir une meilleure interaction entre la recherche, l'innovation fondée sur la recherche et l'éducation, ainsi que sur une simplification substantielle des règles et procédures administratives pour le financement de la recherche.

À l'issue du débat, le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

"LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

**RAPPELANT**

- ses conclusions du 30 mai 2008 sur le lancement du "processus de Ljubljana - vers la pleine réalisation de l'Espace européen de la recherche" (EER);
- ses conclusions du 2 décembre 2008 sur la définition d'une "vision 2020 pour l'Espace européen de la recherche", qui fait partie de la première phase du "processus de Ljubljana" et sert de base pour le développement de la gouvernance future de l'EER;
- ses conclusions du 2 décembre 2008 relatives à la programmation conjointe de la recherche en Europe en réponse aux défis sociétaux majeurs;
- ses conclusions du 2 décembre 2008 relatives à un partenariat européen pour la coopération scientifique et technologique internationale;



- les conclusions du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008 qui appelaient au lancement d'un plan européen pour l'innovation, en liaison avec le développement de l'EER ainsi qu'avec la réflexion sur l'avenir de la stratégie de Lisbonne au-delà de 2010;
  - ses conclusions du 29 mai 2009 sur l'évaluation et l'analyse d'impact des programmes-cadres européens de recherche (PC);
  - ses conclusions du 29 mai 2009 sur les premiers pas vers la mise en œuvre de la vision 2020 pour l'EER, dans lesquelles il demandait aux États membres et à la Commission de se mobiliser davantage pour améliorer la complémentarité et les synergies entre les politiques et instruments communautaires;
  - ses conclusions du 3 décembre 2009 sur l'avenir de la recherche, de l'innovation et des infrastructures dans le domaine des TIC;
  - les conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil le 26 novembre 2009, sur le renforcement du rôle de l'éducation en vue d'assurer le bon fonctionnement du triangle de la connaissance.
1. CONVIENT que les politiques, programmes et activités de recherche menés au niveau européen englobent ceux menés aux niveaux intergouvernemental et de l'Union ainsi qu'au niveau national/régional qui contribuent au développement général de l'EER, et que des pays tiers participent également, le cas échéant et sous réserve de régimes spécifiques, au développement de l'EER, tout en reconnaissant l'état actuel de la coopération avec les pays associés au programme-cadre.
  2. EST CONSCIENT que l'Europe, si elle veut pouvoir réagir de manière adaptée aux grands défis de la croissance et du développement durable, qu'ils soient d'ordre social, économique ou environnemental, ou au renforcement de la concurrence industrielle mondiale, doit continuer d'accroître son soutien à la recherche et à l'innovation fondée sur la recherche, tant au niveau européen qu'au niveau national. Un nombre limité d'objectifs quantitatifs et qualitatifs ambitieux, assortis des indicateurs correspondants, devraient être pris en compte dans le cadre de la stratégie de l'UE pour la compétitivité et la croissance pour l'après-2010 et de la mise en œuvre de l'EER, traduisant la ferme volonté de faire de l'UE une société de la connaissance de tout premier plan.

3. SOULIGNE que, dans le cadre de la réalisation de la vision 2020 pour l'EER et d'une gestion améliorée de l'EER comme indiqué dans la résolution du Conseil du 3 décembre 2009, il est nécessaire d'adopter une approche pluridisciplinaire afin de recenser et de relever les grands défis de notre temps qui appellent une action au niveau européen tout en tenant compte, plus globalement, du contexte international. Pour relever ces défis, il est essentiel de mobiliser les entreprises et les établissements créateurs de savoir de différentes tailles, ainsi que la société civile dans son ensemble, en adoptant des approches aussi bien descendantes qu'ascendantes. Dès lors, il est capital que les futures priorités pour la recherche et l'innovation fondée sur la recherche en Europe soient définies en tenant compte des éléments clés ci-après:

a) Il y a lieu de recenser les activités nécessaires concernant:

- la recherche fondamentale, en tenant compte notamment de l'expérience acquise dans la recherche exploratoire financée par le Conseil européen de la recherche ainsi que dans le domaine des technologies futures et émergentes du 7<sup>ème</sup> PC, en contribuant à doter l'Europe des connaissances et de l'expertise requises pour explorer de nouveaux potentiels de recherche et lui permettre de relever des défis imprévus;
- la consolidation et le développement plus marqués d'outils de collaboration renforçant la recherche présentant un intérêt pour les entreprises, en particulier les PME, en s'appuyant également sur l'expérience tirée des plates-formes technologiques européennes, des partenariats public-privé, des initiatives technologiques conjointes, des initiatives relevant de l'article 169 et d'autres mécanismes pertinents, tels qu'EUREKA;
- des mesures axées sur le rôle moteur à donner à l'Europe en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de technologies clés génériques;
- des mesures agissant sur l'offre et sur la demande afin de soutenir à la fois le développement des entreprises et les objectifs des pouvoirs publics;
- l'amélioration et la simplification de l'accès au financement, en recourant par exemple aux instruments de la BEI et en encourageant le capital-risque;

- l'élaboration d'une stratégie européenne de coopération transfrontalière entre les établissements créateurs de savoir afin de promouvoir une recherche de rang mondial et des environnements de recherche faisant intervenir des universités, des instituts de recherche et des entreprises;
  - des infrastructures de recherche de rang mondial, y compris des infrastructures en ligne pour promouvoir encore le développement des connaissances, des technologies et de la science en ligne ainsi que des infrastructures partenaires régionales. Les États membres devraient identifier les priorités communes et déterminer comment prendre des décisions plus efficaces pour la mise en œuvre de la feuille de route ESFRI;
  - les ressources humaines, y compris la mobilité des chercheurs et le déroulement de carrière;
  - la coopération scientifique et technologique internationale et mondiale.
- b) Le concept de "triangle de la connaissance" devrait être mis en œuvre et développer des synergies entre les activités relevant des domaines de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation à tous les niveaux et dans tous les secteurs pertinents, en encourageant notamment les partenariats entre les universités et les entreprises, sans oublier les établissements créateurs de savoir et les outils de collaboration pour la recherche industrielle. À cet égard, l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT) et ses communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) devraient pouvoir apporter une contribution très précieuse à la réalisation de cet objectif.
- c) Il faut savoir que dans de nombreux cas, les responsabilités politiques dans ces domaines se situent au niveau national ou régional et que les approches retenues devraient être suffisamment souples pour pouvoir être adaptées aux différents contextes nationaux.
4. INVITE dès lors les États membres et la Commission à entreprendre, dans le courant de l'année 2010, en consultation avec le CREST:
- a) un processus ouvert et transparent visant à recenser les priorités pour les futures activités de recherche et d'innovation fondée sur la recherche en Europe, après consultation appropriée des acteurs des différents domaines et en tenant compte des éléments évoqués au point 3;

- b) un examen des instruments relevant de l'EER (y compris ceux concernant l'innovation) qui vienne compléter l'évaluation intermédiaire du 7<sup>ème</sup> programme-cadre et qui tienne compte de cette évaluation. Cet examen devrait servir de base à une réflexion sur les meilleurs moyens de renforcer et de simplifier le "paysage de l'EER",

et, parallèlement, à examiner et à prendre en compte:

- c) les activités tournées vers l'avenir ("prospective") qui permettront d'identifier les grands défis et les priorités qui en découlent pour la recherche et l'innovation;
- d) les synergies entre le programme-cadre, le programme pour la compétitivité et l'innovation (PCI) et les programmes d'éducation (y compris l'éducation et la formation tout au long de la vie) ainsi que les programmes de cohésion et les activités de programmation conjointe (y compris l'initiative pilote de programmation conjointe consacrée à la lutte contre les maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer). Il convient également de tirer parti de l'expérience acquise dans des domaines spécifiques, dans le cadre du plan stratégique européen pour les technologies énergétiques (plan SET) ou de la coordination de la recherche agronomique par exemple;
- e) les moyens de mobiliser davantage les capacités de recherche et d'innovation en Europe dans le cadre des politiques de recherche, d'innovation et de cohésion;
- f) les résultats de l'évaluation à mi-parcours du 7<sup>ème</sup> PC.

5. SE FÉLICITE de la communication de la Commission du 2 septembre 2009 intitulée "Réexaminer la politique communautaire de l'innovation dans un monde en mutation" et

INVITE la Commission à élaborer ses prochaines initiatives dans le prolongement du Conseil européen de décembre 2008 s'agissant du lancement d'un plan européen pour l'innovation:

- repérer comment l'innovation peut contribuer à relever les grands défis;

- rechercher de nouvelles mesures incitatives favorisant l'émergence plus rapide de marchés propices à l'innovation, notamment par le biais de partenariats public-privé et d'une pression renforcée des demandeurs et des utilisateurs en faveur de la recherche et de l'innovation fondée sur la recherche, y compris le recours aux marchés publics, aux marchés porteurs et à l'innovation dans les services, en signalant le rôle majeur que peut jouer le secteur public à cet égard;
- garantir des synergies avec d'autres initiatives européennes et de l'UE dans les domaines de la recherche, de l'innovation, de l'éducation et des entreprises, et
- encourager les entreprises, les universités, les instituts de recherche et les pouvoirs publics, au niveau approprié, à contribuer à la mise en œuvre de projets à tous les stades du cycle de la recherche et de l'innovation.

6. SALUE la communication de la Commission du 30 septembre 2009 intitulée "Préparer notre avenir: développer une stratégie commune pour les technologies clés génériques dans l'UE", INVITE la Commission à présenter d'autres initiatives pertinentes et SE FÉLICITE de son intention d'élaborer un nouveau plan d'action pour les nanotechnologies pour la période 2010-2015.

PREND NOTE de la communication de la Commission du 7 octobre 2009 intitulée "Investir dans le développement des technologies à faible intensité carbonique (Plan SET)" et ENCOURAGE la Commission et les États membres à étudier les moyens d'accélérer la mise en œuvre du Plan SET, y compris en ce qui concerne des synergies renforcées avec le 7<sup>ème</sup> PC.

7. PREND NOTE des progrès accomplis au cours des deux premières années, présentés dans le rapport d'étape du 7<sup>ème</sup> programme-cadre et ATTEND AVEC INTÉRÊT les résultats de l'évaluation intermédiaire du 7<sup>ème</sup> PC.

8. PREND NOTE de l'examen des structures et mécanismes du Conseil européen de la recherche effectué en juillet 2009 ainsi que des réponses fournies par le conseil scientifique du CER et par la Commission. Le Conseil les analysera dans le détail afin de rendre, au début de l'année 2010, son avis politique sur les recommandations formulées dans cet examen et sur le suivi à leur donner.

9. CONSCIENT des avancées déjà réalisées sur le plan de la simplification administrative, SOULIGNE la nécessité de progresser encore en matière de simplification et de gestion plus efficace afin que les programmes-cadres de l'UE puissent contribuer pleinement à la mise en œuvre d'une stratégie de l'UE pour l'après-2010, SE FÉLICITE de l'intention de la Commission de présenter au printemps 2010 une communication sur la simplification, qui devrait permettre de traduire la volonté politique en de nouvelles règles simplifiées tenant compte des spécificités du secteur de la recherche, et CONVIENT:
- qu'un examen du cadre de financement de l'UE est nécessaire pour élaborer une approche tolérante à l'égard du risque et basée sur la confiance pour la gestion du financement de la recherche à l'appui des objectifs de l'UE; cette initiative devrait également être soutenue par le Parlement européen et les États membres;
  - que les règles de participation aux programmes-cadres devraient être revues afin de garantir la cohérence nécessaire;
  - que les recommandations formulées lors de l'examen des structures et mécanismes du CER devraient faire l'objet d'un suivi qui tienne compte de la réponse de la Commission;
10. INVITE la Commission et, le cas échéant, les États membres, à:
- aller résolument de l'avant dans la diminution de la charge administrative en poursuivant la mise en œuvre des recommandations formulées dans l'évaluation du 6<sup>ème</sup> programme-cadre et en rendant compte régulièrement au Conseil des mesures adoptées;
  - présenter une analyse coûts-avantages de son actuelle approche des contrôles financiers en tenant compte de la charge administrative qu'elle représente, tant pour les bénéficiaires que pour l'UE;
  - améliorer encore le fonctionnement des nouveaux instruments et initiatives du 7<sup>ème</sup> PC (tels que le CER, les initiatives technologiques conjointes et le mécanisme de financement avec partage des risques) et des agences exécutives participantes, en se basant sur le bilan des progrès réalisés;

- améliorer encore les approches concernant les évaluations indépendantes ex post des programmes-cadres;
  - élaborer ses propositions en vue de la révision du règlement financier en tenant compte des spécificités du secteur de la recherche.
11. INVITE, enfin, la Commission à examiner plus particulièrement les aspects ci-après en vue de mettre en œuvre le 7<sup>ème</sup> PC en exploitant toutes ses possibilités, de renforcer son impact et de construire l'EER:
- renforcer les interactions entre entreprises et universités (y compris les instituts publics de recherche), accroître la participation des PME et mettre davantage l'accent sur les actions portant sur le transfert de connaissances afin d'améliorer la diffusion et l'exploitation des résultats de la recherche;
  - apporter une réponse plus satisfaisante aux grands défis en mettant par exemple en œuvre des actions transversales telles que les appels multithématiques et en continuant d'utiliser les plates-formes technologiques européennes, complétées par des plateformes sociétales pour développer des programmes de recherche dans les domaines pertinents, ainsi que par des activités portant sur les technologies futures et émergentes;
  - développer de nouveaux liens et de nouvelles synergies avec d'autres domaines d'action et initiatives de l'UE, tels que le programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation (CIP), les politiques de cohésion, les programmes d'éducation, le plan européen pour la relance économique et l'agenda pour la recherche agronomique européenne;
  - progresser encore en matière de simplification et de gestion efficace."

**AMÉLIORATION DE LA GESTION DE L'ESPACE EUROPÉEN DE LA RECHERCHE -  
Résolution du Conseil**

Le Conseil a adopté la résolution suivante:

"LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

RAPPELLE sa résolution du 14 janvier 1974 relative à la coordination des politiques nationales et à la définition des actions d'intérêt pour l'Union dans le domaine de la science et de la technologie instituant un Comité de la recherche scientifique et technique (CREST), remplacée par la résolution du Conseil du 28 septembre 1995 concernant le CREST;

RAPPELLE sa résolution du 15 juin 2000 sur la création d'un espace européen de la recherche et de l'innovation faisant suite au Conseil européen des 23 et 24 mars 2000, au cours duquel la stratégie de Lisbonne a été adoptée;

RAPPELLE les conclusions du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007, qui font référence à la notion de bon fonctionnement du "triangle de la connaissance", assuré par l'interaction entre l'éducation, la recherche et l'innovation, et les conclusions du Conseil européen des 19 et 20 mars 2009, qui évoquent la nécessité de prendre d'urgence des mesures concrètes afin d'encourager un partenariat entre les entreprises et le monde de la recherche, de l'éducation et de la formation et en vue de développer et d'améliorer la qualité des investissements dans la recherche, la connaissance et l'éducation;

RAPPELLE les conclusions du Conseil européen des 13 et 14 mars 2008, dans lesquelles les États membres sont invités à éliminer les obstacles à la libre circulation de la connaissance en instaurant une "cinquième liberté";

RAPPELLE ses conclusions du 30 mai 2008 sur le lancement du "processus de Ljubljana - vers la pleine réalisation de l'Espace européen de la recherche" visant à établir, pour l'EER, un processus de gestion améliorée fondé sur une vision à long terme élaborée en partenariat par les États membres et la Commission, avec un large soutien des parties intéressées et des citoyens;



RAPPELLE ses conclusions du 2 décembre 2008 sur la définition d'une vision 2020 pour l'Espace européen de la recherche, dans lesquelles il invite les futures présidences à prendre en considération cette vision, ainsi que son évolution possible, pour le développement de leurs propositions concernant la future gouvernance de l'EER et met l'accent sur le besoin de pleinement tirer parti des structures de coordination existantes, telles que le CREST, afin de traiter des initiatives relevant de l'EER;

RAPPELLE les conclusions du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008, dans lesquelles le Conseil européen appelle au lancement d'un plan européen pour l'innovation, en liaison avec le développement de l'Espace européen de la recherche ainsi qu'avec la réflexion sur l'avenir de la stratégie de Lisbonne au-delà de 2010;

RAPPELLE ses conclusions du 29 mai 2009 appelant à établir et à actualiser régulièrement une feuille de route pour la mise en œuvre de la Vision 2020 pour l'EER et à se mobiliser davantage pour améliorer la complémentarité et les synergies entre les politiques et les instruments de l'UE tels que les programmes-cadres de RDT, le programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité, les fonds structurels, le processus de Ljubljana, le cadre commun dans le domaine de l'éducation et de la formation et le processus de Bologne;

1. CONVIENT que les politiques, les programmes et les activités de recherche menés au niveau européen englobent ceux menés au niveau de l'Union et au niveau intergouvernemental ainsi qu'au niveau national/régional qui contribuent au développement général de l'EER, et que des pays tiers participent également, le cas échéant et sous réserve de modalités particulières, au développement de l'EER, tout en reconnaissant l'état actuel de la coopération avec les pays associés au programme-cadre;
2. EST CONSCIENT qu'un grand nombre d'acteurs et de parties intéressées participent déjà au développement de l'EER aux niveaux national, régional et intergouvernemental ainsi qu'à l'échelon de l'Union, et que divers mécanismes, processus et instruments concernant l'EER sont déjà mis en œuvre;
3. CONSTATE la nécessité d'assurer une gestion efficace et améliorée pour la définition de l'action stratégique et la prise de décisions au sein d'un EER où l'Union et les États membres prennent davantage l'initiative et s'engagent plus résolument en faveur de la mise en œuvre de la Vision 2020 pour l'EER et de la stratégie pour la compétitivité et la croissance au-delà de 2010. Les principes directeurs à respecter devraient être la simplicité, l'efficacité et la transparence, ainsi que le respect du principe de subsidiarité;

4. SOULIGNE que cette gestion améliorée devrait viser à faciliter la coopération et la coordination entre les activités, les programmes et les politiques concernant l'EER à tous les niveaux, sur la base des objectifs découlant de la Vision 2020 pour l'EER, et compte tenu des aspects positifs que comporte la diversité offerte par les États membres;
5. EST CONSCIENT que le triangle de la connaissance constitué par l'éducation, la recherche et l'innovation renvoie à la nécessité d'améliorer l'impact des investissements effectués dans les trois formes d'activité par une interaction systémique et permanente;
6. NOTE qu'un aspect capital de la gestion réside dans la nécessité de mettre au point un processus d'élaboration des politiques plus cohérent au niveau européen et au niveau des États membres en instaurant une interaction plus forte et plus efficace entre les trois pôles du triangle de la connaissance dans la cadre de ce processus, afin d'accélérer la transition vers une économie et une société véritablement fondées sur la connaissance;
7. SOULIGNE la nécessité d'assurer une consultation plus systématique, plus large et plus structurée des parties intéressées au sein de l'EER ainsi que de mieux communiquer les objectifs, les avantages et les acquis de l'EER et de la Vision 2020 au grand public et aux parties intéressées;
8. Compte tenu du caractère général et interinstitutionnel de l'EER, SOULIGNE la nécessité d'assurer une interaction et un échange de vues réguliers avec le Parlement européen;
9. ENCOURAGE les États membres, le cas échéant, à mieux préparer les réunions des comités et groupes compétents (y compris au moyen de consultations appropriées avec les parties intéressées) ainsi qu'à faciliter l'interaction nécessaire entre tous les domaines couverts par le triangle de la connaissance;

10. NOTE qu'il faut mettre en place les moyens d'enclencher une dynamique nouvelle et novatrice au niveau politique en vue d'atteindre les objectifs de l'EER; et INVITE les présidences futures à envisager de convoquer des conférences ministérielles EER bien préparées et ciblées lorsqu'il apparaît clairement utile de définir des orientations sur une vision stratégique à long terme de l'EER; CONVIENT que ces conférences pourraient prendre la forme de réunions ministérielles informelles élargies;
11. RECONNAÎT le rôle que le CREST a déjà joué en fournissant des avis au Conseil et à la Commission sur des questions liées à l'EER; NOTE toutefois que dans la perspective du développement de l'EER et en vue de répondre à la nécessité de mieux associer les politiques nationales, le CREST devrait jouer un rôle plus proactif, en tant que comité chargé de la politique concernant l'EER, et fournir en temps utile des avis stratégiques au Conseil, à la Commission et aux États membres, de sa propre initiative ou à la demande du Conseil ou de la Commission;
12. Sur la base de ce qui précède, APPROUVE les principes suivants, qui visent à renforcer le rôle du nouveau CREST dans le développement stratégique de l'EER:
  - a) Le CREST est un organe consultatif stratégique qui a pour mission d'assister le Conseil, la Commission et les États membres dans les domaines concernant l'EER. Le CREST devrait en outre suivre les progrès de l'EER, y compris les programmes-cadres de l'UE;
  - b) Le CREST devrait fournir des avis stratégiques en particulier sur les éléments suivants:
    - i. les orientations générales relatives aux politiques menées éventuellement à l'avenir aux niveaux international, européen et national pour contribuer au développement de l'EER;
    - ii. à un stade précoce, les priorités stratégiques, l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives visant à développer l'EER, y compris les programmes-cadres de l'UE et d'autres initiatives de l'UE en la matière, ainsi que les initiatives nationales et intergouvernementales pertinentes, notamment en ce qui concerne la cohérence générale de l'ensemble des instruments et initiatives;

- iii. la promotion, le cas échéant, de la coordination des politiques nationales présentant un lien avec le développement de l'EER;
  - iv. à un stade ultérieur, la conception et la mise en œuvre d'une évaluation indépendante de toutes ces initiatives;
- c) Le CREST devrait renforcer les interactions et la cohérence avec les autres domaines d'action, en particulier ceux liés au triangle de la connaissance;
  - d) Dans la mesure nécessaire pour atteindre ses objectifs, le CREST devrait coopérer avec les groupes liés à l'EER et les consulter. Il pourrait en outre tirer parti aux fins de ses travaux des contributions fournies par ces groupes;
  - e) Les États membres et la Commission devraient contribuer ensemble aux travaux menés par le CREST en vue de développer l'EER;
13. CONSIDÈRE qu'il convient de poursuivre les discussions relatives aux méthodes de travail du CREST, compte tenu du nouveau cadre juridique et institutionnel visant à remplacer la résolution du 28 septembre 1995 par une nouvelle résolution prévoyant un mandat révisé pour ce comité. Ce mandat révisé devrait être établi compte tenu des principes énoncés au point 12 et être approuvé par le Conseil pour la mi-2010;
14. INVITE tous les groupes concernés, créés en vue de contribuer à la réalisation de l'EER, à procéder le cas échéant à des consultations systématiques et transparentes avec les parties intéressées;
15. INVITE les États membres et la Commission à entamer un réexamen des groupes liés à l'EER avant la fin 2010;
16. INVITE la Commission:
- à poursuivre et à développer en toute transparence des consultations systématiques et structurées avec les États membres et les autres parties concernées;
  - à mettre au point, avec les États membres, un système d'information efficace sur l'EER destiné à servir d'instrument de soutien aux décideurs."

**L'AVENIR DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES INFRASTRUCTURES  
DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA  
COMMUNICATION - Conclusions du Conseil**

Le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

"LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

RAPPELANT:

- ses conclusions du 23 novembre 2007 sur l'information scientifique à l'ère numérique: accès, diffusion et préservation, dans lesquelles il reconnaît que l'accès à l'information scientifique et la diffusion de cette information sont essentiels pour le développement de l'Espace européen de la recherche, et peuvent contribuer à accélérer l'innovation;
- ses conclusions du 30 mai 2008 sur le lancement du "processus de Ljubljana" - vers la pleine réalisation de l'Espace européen de la recherche visant à établir, pour l'EER, un processus de gestion améliorée fondé sur une vision à long terme élaborée en partenariat par les États membres et la Commission, avec un large soutien des parties intéressées et des citoyens;
- ses conclusions du 2 décembre 2008 sur la définition d'une "Vision 2020 pour l'Espace européen de la recherche", qui fait partie de la première phase du "processus de Ljubljana" et sert de base pour le développement de la gouvernance future de l'EER;
- les conclusions du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008 dans lesquelles il a marqué son accord sur un plan européen de relance économique et appelé au lancement d'un plan européen pour l'innovation, en liaison avec le développement de l'Espace européen de la recherche (EER) ainsi qu'avec la réflexion sur l'avenir de la stratégie de Lisbonne au-delà de 2010 (y compris la stratégie de l'après 2010 pour la promotion de la société de l'information), embrassant toutes les conditions du développement durable et les principales technologies, notamment les technologies de l'information;
- ses conclusions du 29 mai 2009 sur les infrastructures de la recherche et la dimension régionale de l'EER, invitant, d'une part, la Commission à tendre vers la durabilité, la connectivité universelle, l'interopérabilité et l'utilisation sans entraves des infrastructures paneuropéennes en ligne et, d'autre part, les États membres à tenir compte du rôle des infrastructures en ligne dans leurs feuilles de route et/ou programmes nationaux pour les infrastructures de recherche.

SOULIGNANT, dans ce contexte, l'importance de la recherche, de l'innovation et des infrastructures dans le domaine des TIC:

1. SALUE les communications de la Commission intitulées "Une stratégie pour la R&D et l'innovation en matière de TIC en Europe": "Passer à la vitesse supérieure", "Infrastructures TIC pour la science en ligne" et "Repousser les limites des TIC: une stratégie en matière de recherche sur les technologies futures et émergentes en Europe";
2. SOULIGNE que les TIC étant l'un des principaux moteurs de la croissance économique et des changements sociaux, ils jouent un rôle essentiel dans le redressement économique et permettent ainsi à l'Europe de sortir plus rapidement de la crise et d'être plus forte qu'auparavant;
3. SOULIGNE que les TIC sont à la base de l'innovation et des gains de productivité dans l'ensemble de l'économie, qu'ils offrent des réponses uniques aux défis sociétaux, tels que la transition vers une économie éco-efficace, et sont indispensables pour progresser dans tous les domaines scientifiques et technologiques majeurs; NOTE toutefois que l'incidence des TIC sur l'augmentation de la productivité est moins importante dans l'UE que chez ses principaux partenaires économiques;
4. SOULIGNE que la révolution numérique se trouve encore à ses débuts et qu'une capacité de recherche et d'innovation est essentielle pour permettre de définir, maîtriser et assimiler les technologies et les exploiter en faveur de l'économie, de la société et de la culture; SOULIGNE à cet égard la nécessité d'assurer la disponibilité, le traitement approprié et la conservation d'une quantité de données sans précédent;
5. NOTE que l'Europe dispose de solides atouts industriels et technologiques dans le domaine des TIC, notamment en matière d'équipement et de services de télécommunications, de TIC intégrées et de logiciels de gestion, et qu'elle peut s'appuyer à cet égard sur ses points forts que sont notamment son excellence scientifique, le niveau exceptionnel de formation de ses diplômés, la qualité de ses infrastructures à l'échelle internationale, telles que GÉANT et les réseaux scientifiques en grille, et le marché des TIC le plus important au monde;
6. RECONNAÎT toutefois que des marchés européens fragmentés ainsi qu'une recherche et une innovation fragmentées dans le domaine des TIC, un manque de ressources humaines et des investissements insuffisants dans la recherche et l'innovation des TIC constituent des obstacles majeurs qui empêchent l'Europe de tirer pleinement profit des TIC actuelles et futures;

7. SOULIGNE l'importance des TIC dans le cadre de la mise en œuvre de la libre circulation des connaissances (la cinquième liberté, introduite par le Conseil européen des 13 et 14 mars 2008), des innovations et des technologies, et NOTE qu'il importe d'augmenter la capacité et la compétitivité de l'Europe en matière de TIC;

RAPPELANT l'objectif commun qui consiste à faire de l'Europe le leader de la recherche, de l'innovation et des infrastructures dans le domaine des TIC:

8. SOULIGNE que l'Europe doit discerner pour les supprimer les obstacles qui empêchent l'émergence et la croissance de nouveaux secteurs d'activité et de nouveaux marchés pour les applications TIC innovantes, qu'elle doit chercher à occuper une place de leader dans les marchés, technologies et sciences clés des TIC et devenir encore plus attrayante pour les investissements et les talents dans ce domaine, tout en assurant les masses critiques de capital humain pour bâtir une Europe numérique;
9. RECONNAÎT que les politiques et les actions doivent être mieux intégrées afin d'établir des passerelles entre innovation, développement des compétences et recherche (triangle de la connaissance) tant dans la recherche exploratoire que dans la recherche appliquée;
10. SOULIGNE qu'une meilleure intégration suppose une interaction plus étroite entre les actions menées à l'échelle européenne, nationale et régionale et une mise en œuvre à divers niveaux dans des configurations variables;
11. CONVIENT qu'il existe pour l'Europe une série de nouvelles perspectives de leadership dans le domaine des TIC, qui résultent des découvertes scientifiques, des nouvelles évolutions technologiques et de l'utilisation innovante de la technologie pour jeter les bases de la science moderne et relever les nouveaux défis dans des domaines tels que le passage à une économie eco-efficace ou un système de soins de santé durable pour une population vieillissante;
12. SOUTIENT les contributions importantes des TIC dans les partenariats public-privé conclus dans le cadre du plan européen pour la relance économique en faveur des voitures vertes, des usines du futur et des bâtiments économes en énergie;

13. EST CONSCIENT DE l'importance stratégique, pour de renforcer les technologies futures et émergentes (FET) dans le domaine des TIC, d'une recherche pluridisciplinaire à haut risque axée sur de nouvelles bases pour les futures TIC, afin de lancer des technologies innovantes et d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche, essentielles pour assurer l'innovation et la compétitivité durable des entreprises européennes;
14. CONSIDÈRE COMME essentiels le rôle des infrastructures électroniques pour accéder à l'excellence scientifique, le potentiel qu'elles recèlent pour améliorer l'accessibilité et transformer les modes de recherche (principalement la science en ligne), ainsi que leur rôle de plateforme d'innovation et de marchés précurseurs pour les TIC innovantes, notamment en informatique; SALUE les travaux du groupe e-IRG visant à régler la question des obstacles politiques à l'utilisation partagée des infrastructures électroniques;

JUGEANT qu'un certain nombre d'actions prioritaires devraient être prises:

15. INVITE les États membres à:
- soutenir davantage la recherche et l'innovation dans le domaine des TIC tant au niveau national qu'au niveau de l'UE, notamment par un recours accru aux marchés publics pour la recherche et l'innovation dans le domaine des TIC et une utilisation plus large des fonds de cohésion;
  - intensifier leurs efforts pour mettre en place des groupements de recherche et d'innovation dans le domaine des TIC en investissant de manière plus coordonnée dans les infrastructures de recherche de domaines essentiels tels que l'Internet du futur, les systèmes informatiques à haute performance, les systèmes cognitifs des TIC vertes, la nanoélectronique, la photonique, et les systèmes intégrés;
  - favoriser la coordination transnationale d'infrastructures électroniques afin d'utiliser au mieux les ressources et de permettre l'accès continu et sûr des utilisateurs finaux.
16. INVITE la Commission:
- à étudier les domaines dans lesquels les partenariats public-privés permettent d'accélérer l'innovation, de créer une masse critique et d'attirer des investissements privés et publics, notamment dans le domaine de l'Internet du futur et des TIC vertes, et optimiser les mécanismes à cet effet;



- à proposer des initiatives phares au niveau européen dans le domaine des TIC afin de relever les défis scientifiques et technologiques spécifiques qui se présentent à la croisée des chemins entre les TIC et d'autres disciplines scientifiques;
- à stimuler et soutenir, à l'aide d'une stratégie, la collaboration internationale en matière de recherche dans les FET, étant donné que celle-ci s'emploie à relever des défis mondiaux globaux en matière de TIC;
- à élaborer des initiatives pour doter les PME à forte intensité de recherche et les jeunes chercheurs talentueux à intensifier leurs efforts et à prendre le leadership dans les FET;
- à proposer des initiatives pour mener des actions visant à attirer les jeunes vers la recherche et l'innovation dans le domaine des TIC et les encourager à poursuivre une carrière dans ce domaine;
- à proposer des incitations financières pour que les États membres élaborent ensemble et partagent des infrastructures de recherche en matière de TIC, dans des domaines tels que le calcul à l'échelle exa;
- à proposer des projets à l'échelle européenne qui soient axés sur la demande et les utilisateurs et portent à la fois sur la recherche, l'innovation et le déploiement, afin de fournir des infrastructures de service basées sur les TIC qui permettent de relever les défis culturels et sociétaux, y compris une gestion de l'identité électronique paneuropéenne tout en assurant une protection des données appropriée et des services dans le domaine des soins de santé, de l'efficacité énergétique et des transports sûrs et propres;

17. INVITE les États membres et la Commission:

- à examiner les moyens d'étendre les avantages des infrastructures électroniques à la recherche et à l'innovation industrielles, aux services publics et aux PME;
- à chercher, pour les infrastructures électroniques, des modèles de gestion qui permettent de fournir des services efficaces, continus et à la pointe de la technologie pour la recherche dans l'ensemble de l'Europe, le cas échéant en accord avec le groupe e-IRG;

- à examiner la nécessité et les moyens de fournir des incitations financières en vue d'une utilisation plus étendue des acquisitions publiques avant commercialisation au niveau local, régional, national et européen pour fournir des solutions innovantes au secteur public, y compris pour le déploiement de structures électroniques et l'aide apportée aux PME;
- à mieux coordonner leurs efforts pour développer et partager des stratégies dans les domaines des TIC qui sont essentiels pour l'Europe, telles que la recherche et l'innovation dans les communications à haut débit, en s'appuyant sur l'expérience acquise dans les initiatives technologiques conjointes (ITC), le programme coordonné de recherche sur les technologies d'assistance à l'autonomie à domicile, et le réseau à haut débit GEANT; ces stratégies chercheront à éviter la fragmentation des efforts;
- à mettre en commun leurs investissements dans les systèmes informatiques à haute performance dans le cadre de PRACE, afin de renforcer la position de l'industrie et des universités européennes dans l'utilisation, le développement et la fabrication de produits, de services et de technologies informatiques de pointe;
- à faire en sorte que les grandes infrastructures de recherche européennes bénéficient d'infrastructures électroniques, tant en termes d'accès aux ressources informatiques et aux données les plus récentes que pour étendre le fruit de leurs activités à l'ensemble de l'Europe;
- à continuer de lever les obstacles spécifiques qui empêchent le développement de marchés propices à l'innovation;
- à poursuivre leurs efforts visant à faciliter et à étendre l'accès aux données scientifiques et aux répertoires publics d'information et assurer une approche cohérente en ce qui concerne l'accès et la gestion des données scientifiques;
- à promouvoir la sécurité des réseaux et des produits dans le domaine des TIC, notamment en facilitant l'interaction entre les acteurs de la recherche;

- à consulter régulièrement les acteurs de la normalisation et de la recherche, en particulier les plateformes technologiques européennes, pour que les initiatives européennes pertinentes de R&D en matière de TIC contribuent le plus efficacement possible aux activités de normalisation dans ce domaine, et encourager les organismes de normalisation à adapter le cas échéant leurs procédures pour que des normes TIC puissent être produites à temps; à coordonner leurs efforts visant à mieux synchroniser et coordonner les politiques de normalisation nationales et européennes liées à l'établissement et à la diffusion de normes technologiques européennes, ce qui contribuera au renforcement de la compétitivité européenne;
- à chercher de nouvelles incitations pour permettre l'émergence plus rapide de marchés propices à l'innovation, à travers notamment une pression renforcée des demandeurs et des utilisateurs en faveur de l'innovation, y compris un recours accru aux marchés publics en la matière, un soutien des projets pilotes et la participation de tous les utilisateurs à tous les niveaux du cycle d'innovation;
- à promouvoir et faciliter la création de synergies entre les politiques et les instruments à différents niveaux ainsi qu'une interaction pluridisciplinaire plus étroite entre les utilisateurs, les prestataires et les investisseurs, par exemple à travers des "plateformes d'innovation" pour l'innovation dans les services publics, le soutien à l'échange d'expériences entre prestataires publics, la mise en réseau d'investisseurs et de PME;
- à encourager les entreprises, les universités et les autorités publiques, à tous les niveaux, à contribuer à la mise en œuvre de projets TIC dans le cycle d'innovation, notamment pour répondre aux objectifs sociétaux;
- à prendre des initiatives, à travers le partenariat européen pour les chercheurs, établi le 26 septembre 2008, pour mettre fin à la pénurie de chercheurs qualifiés et attirer les meilleurs chercheurs mondiaux pour qu'ils participent aux travaux de recherche sur les TIC, et notamment sur les FET, y compris en collaborant avec les chercheurs de pointe internationaux.
- à attacher une attention particulière au rôle des TIC en permettant et en renforçant la politique de coopération au niveau des sciences et des technologies avec les pays ne faisant pas partie de l'Europe."

**PROGRAMMATION CONJOINTE DE LA RECHERCHE EN EUROPE**

- a) Lancement de l'initiative pilote de programmation conjointe consacrée à la lutte contre les maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer
- b) État d'avancement de la programmation conjointe et prochaines étapes

Le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

"LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

**RAPPELANT**

- le livre vert de la Commission du 4 avril 2007 intitulé "L'Espace européen de la recherche: nouvelles perspectives", dont l'un des objectifs essentiels était d'assurer la cohérence des programmes de recherche nationaux et régionaux ainsi que des priorités sur les questions relatives aux défis sociétaux majeurs au niveau européen ou sur les débouchés concernant tous les États membres ou un grand nombre d'entre eux, ce qui nécessite une nouvelle approche pour les efforts de recherche qui dépassent les capacités nationales;
- son document exposant les questions clés du 25 février 2008, dans lequel il encourage les États membres et la Commission à poursuivre la mise au point d'initiatives de programmation conjointe de la recherche dans les domaines pour lesquels une telle approche est pertinente, afin d'inscrire dans une démarche mieux structurée et plus stratégique le lancement de nouveaux programmes conjoints et d'appels à projets conjoints;
- les conclusions du Conseil européen des 13 et 14 mars 2008, qui ont lancé le nouveau cycle de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi (2008-2010) et qui ont confirmé que, dans le but d'exploiter pleinement le potentiel d'innovation et de créativité des citoyens européens, il y a lieu de s'intéresser particulièrement à l'élaboration de nouvelles initiatives de programmation conjointe de la recherche;

- la communication de la Commission du 15 juillet 2008, intitulée "Vers une programmation conjointe de la recherche: travailler ensemble pour relever plus efficacement les défis communs", qui appelle à la mise en place d'un processus mené par les États membres visant à intensifier leur coopération en matière de R&D afin de mieux faire face aux défis sociétaux majeurs à l'échelle européenne ou à l'échelle mondiale, processus dans lequel la recherche publique joue un rôle primordial;
- ses conclusions du 26 septembre 2008, intitulées "un engagement commun des États membres pour combattre les maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer", dans lesquelles il reconnaît que les activités de R&D relatives à la maladie d'Alzheimer constituent un bon exemple pour tester des formes innovantes de mise en commun d'expertises et de ressources nationales sur la base du volontariat dans le cadre d'objectifs conjoints à l'échelle européenne et invite les États membres et la Commission à créer un forum rassemblant les principaux acteurs de la recherche européenne, à prendre en compte les plans nationaux de lutte contre la maladie d'Alzheimer et à examiner des propositions en faveur d'un engagement des États membres à collaborer de manière plus étroite et plus forte dans ce domaine;
- ses conclusions du 2 décembre 2008 relatives à la programmation conjointe de la recherche en Europe en réponse aux défis sociétaux majeurs, qui ont créé une formation spécialisée du CREST, le groupe de haut niveau pour la programmation conjointe (GPC), en vue d'établir et de documenter une première liste comportant un nombre limité de thèmes de programmation conjointe. Il a en outre reconnu que les maladies neurodégénératives constituaient un domaine dans lequel la programmation conjointe permettrait d'apporter une valeur ajoutée importante par rapport à l'éparpillement des efforts actuels des États membres en matière de recherche, et qu'il convenait de lancer une initiative pilote de programmation conjointe consacrée à la lutte contre ces maladies, en particulier la maladie d'Alzheimer, et a invité la Commission à présenter une proposition visant à préparer le lancement de cette initiative pilote dès que possible en 2009;

**a) Lancement de l'initiative pilote de programmation conjointe consacrée à la lutte contre les maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer**

1. PREND NOTE que l'on estime à 8,6 millions le nombre de personnes souffrant de maladies neurodégénératives en Europe, la maladie d'Alzheimer représentant la grande majorité des cas. SOULIGNE par ailleurs que les maladies neurodégénératives représentent l'une des causes principales d'incapacité chez les personnes âgées, et que le nombre de personnes atteintes de ces maladies risque de connaître une hausse considérable d'ici 2020 en raison de l'allongement de la durée de la vie et de la diminution du nombre de salariés actifs par retraité;
2. Étant donné que cela imposera une charge toujours plus lourde aux patients, à leur famille et à leurs soignants et créera d'importants défis pour les systèmes de santé des États membres sur le plan des coûts et de l'organisation, EST CONSCIENT que les États membres ont reconnu la nécessité d'adopter des stratégies et des plans nationaux consacrés à la maladie d'Alzheimer et aux troubles apparentés, afin de réduire la charge qu'ils représentent pour la société dans son ensemble et pour les systèmes de santé;
3. CONSTATE que l'on admet de plus en plus que les conséquences des maladies neurodégénératives pour la population européenne sont d'une telle ampleur qu'aucun État membre n'a la capacité d'y faire face seul. Les États membres ont donc tout intérêt à conjuguer leurs actions en vue d'apporter une réponse plus forte, mieux coordonnée et plus efficace au niveau européen;
4. SALUE la communication de la Commission concernant une initiative européenne sur la maladie d'Alzheimer et les autres démences et les recommandations de la Commission relatives au lancement de l'initiative de programmation conjointe consacrée à la lutte contre les maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer, et, sur cette base, SOULIGNE que la programmation conjointe dans le domaine de la recherche sur les maladies neurodégénératives contribuera à réduire l'éparpillement des efforts des États membres dans ce domaine et favorisera la mise en commun des compétences, des connaissances et des ressources, dans le but de faire progresser la recherche sur la prévention, le diagnostic et le traitement et de réduire la charge que représentent les maladies neurodégénératives pour les patients, leurs soignants et la société. Dans ce contexte, INVITE également la Commission à appuyer la mise en œuvre de cette initiative et à éviter le chevauchement des activités dans la mise en œuvre du programme-cadre;

## 5. INVITE les États membres à:

- i. élaborer une vision commune, fondée sur une approche multidisciplinaire, concernant les modalités d'une coopération et d'une coordination à l'échelle européenne dans le domaine de la recherche en vue d'améliorer la connaissance, la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer, pour garantir l'efficacité des actions conjointes des États membres dans le domaine de la lutte contre les maladies neurodégénératives;
- ii. mettre au point un programme stratégique de recherche comprenant des besoins et des objectifs de recherche à moyen et à long terme dans le domaine des maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer. Le programme stratégique de recherche devrait être développé sous la forme d'un plan d'application assorti de priorités et d'un calendrier et précisant les actions, les outils et les ressources nécessaires à son exécution;
- ii.1. les actions suivantes pourraient être examinées, en fonction des besoins du programme stratégique de recherche, dans le cadre d'un plan d'application:
  - recenser et échanger les informations relatives aux activités et aux programmes de recherche pertinents au niveau national;
  - renforcer les capacités conjointes de prospective et d'évaluation des technologies au niveau de la recherche fondamentale et médicale, ainsi que de la recherche en matière de santé et de services sociaux;
  - recenser les domaines ou activités de recherche qui pourraient tirer avantage d'une coordination, d'appels à propositions conjoints ou d'une mise en commun des ressources dans des domaines tels que l'élaboration de nouvelles stratégies de prévention et de traitement, les nouvelles techniques d'imagerie médicale ou encore les biomarqueurs;
  - échanger les sources d'information et les bonnes pratiques dans des domaines tels que la comparaison des systèmes de santé, y compris l'environnement des soins de longue durée et des soins informels;

- définir les modalités des recherches à entreprendre conjointement dans les domaines énoncés ci-dessus;
  - partager, le cas échéant, les études et les infrastructures de recherche disponibles ou en créer de nouvelles dans des domaines tels que les registres coordonnés, les biobanques d'échantillons de sang ou de tissus ou encore la mise au point de modèles animaux pour l'étude de ces maladies;
  - élaborer de nouveaux outils de diagnostic en particulier pour le diagnostic précoce;
  - mettre en réseau les centres de recherche sur les maladies neurodégénératives, dans des domaines tels que les essais cliniques, la normalisation des critères de diagnostic et les outils de diagnostic;
  - le cas échéant, associer à cette initiative pilote des représentants d'organisations de patients et de personnels de santé, y compris des acteurs du secteur privé;
  - identifier des mesures effectives destinées à assurer la diffusion et l'utilisation optimales des résultats de la recherche;
- iii. soutenir activement les travaux de la structure de gestion récemment mise en place dans le domaine des maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer, et qui est chargée de définir des modalités, des règles et des procédures communes de coopération et de coordination et de surveiller la concrétisation du programme stratégique de recherche;
- iv. mettre en œuvre conjointement le programme stratégique de recherche, y compris dans le cadre de leurs programmes de recherche nationaux ou d'autres activités nationales dans le domaine de la recherche;
- v. coopérer avec la Commission en vue d'étudier les initiatives que celle-ci pourrait prendre pour aider les États membres à définir et à concrétiser le programme stratégique de recherche;



**6. INVITE la Commission à:**

- i. jouer un rôle de catalyseur en adoptant des mesures ponctuelles et complémentaires afin de soutenir l'initiative pilote de programmation conjointe. Lesdites mesures doivent concerner, entre autres, le soutien de la structure de gestion et de l'élaboration du programme stratégique de recherche, la fourniture de données et d'informations et l'analyse de l'état des connaissances dans ce domaine tant dans les États membres qu'à l'échelon européen;
- ii. déterminer comment elle peut contribuer au mieux, au moyen de mesures complémentaires, à la réalisation du programme stratégique de recherche et de son plan d'application par l'intermédiaire des instruments de financement de l'UE;
- iii. rechercher d'autres formes de consultation et de coopération envisageables au niveau international dans ce domaine avec des organismes avancés du point de vue scientifique;
- iv. rendre compte régulièrement au Conseil et au Parlement européen des progrès réalisés et des résultats obtenus dans le cadre de cette initiative de programmation conjointe;

**b) État d'avancement de la programmation conjointe et prochaines étapes**

1. SALUE les progrès accomplis par le groupe de haut niveau pour la programmation conjointe (GPC) qui a identifié et documenté la première série de thèmes pour les initiatives de programmation conjointes en vue de l'adoption de ces dernières par le Conseil en temps voulu. Il s'agit des trois thèmes suivants:
  - agriculture, sécurité alimentaire et changement climatique;
  - santé, alimentation et prévention des maladies liées à l'alimentation;
  - patrimoine culturel, changement climatique et sécurité;

2. SOULIGNE qu'il est important que le GPC poursuive la sélection des thèmes de l'initiative de programmation conjointe et, dans ce contexte, ENCOURAGE les États membres à maintenir leurs efforts communs en vue d'apporter des réponses communes et concertées aux défis sociétaux que posent d'autres thèmes et à travailler sur les conditions d'encadrement pendant l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives de programmation conjointe;
3. RÉAFFIRME que la programmation conjointe est un processus mené par les États membres, que la Commission a pour tâche de faciliter, et SOULIGNE que cet aspect devrait se retrouver dans le processus décisionnel visant à préparer le lancement de la programmation conjointe;
4. APPROUVE dans ce contexte, en relation avec les conclusions du Conseil relatives à la programmation conjointe de la recherche en Europe en réponse aux défis sociétaux majeurs<sup>1</sup>, les nouvelles modalités concernant le processus décisionnel préalable au lancement des initiatives de programmation conjointe, et, en conséquence,

INVITE la Commission, dans le cadre de ses compétences, à contribuer à la préparation des initiatives de programmation conjointe correspondant aux thèmes identifiés et documentés par le GPC, ainsi qu'au rapport sur l'état d'avancement de la recherche dans le cadre de chacun de ces thèmes, sur la base duquel le Conseil arrêtera les initiatives de programmation conjointe."

---

<sup>1</sup> Doc. 16775/08.

**DIRECTIVE RELATIVE AUX DROITS DES CONSOMMATEURS**

En session publique, le Conseil a tenu un débat d'orientation sur un projet de directive visant à améliorer le fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant un niveau élevé de protection des droits des consommateurs à travers l'Union en révisant et en complétant quatre directives existantes<sup>1</sup> et en introduisant de nouvelles règles relatives à la livraison et au transfert du risque.

Les résultats du débat fourniront des indications et une base solide pour poursuivre les travaux au cours des mois à venir.

À l'issue du débat, la présidence en a résumé le contenu autour des axes suivants:

"Interventions portant sur les grands défis à venir, parmi lesquels:

- la situation des consommateurs et des citoyens sur le marché intérieur;
- l'évolution technique et le commerce électronique qui est, par nature, sans frontière;
- la dimension transfrontalière entre régions, entre pays voisins et sur l'ensemble du marché intérieur; et
- la nécessité de trouver un équilibre entre droits des consommateurs et obligations des opérateurs.

Même si, dans les différents États membres, la situation de départ n'est pas toujours la même, nous estimons qu'il est nécessaire d'adopter davantage de règles communes afin de réaliser une politique européenne moderne et claire à l'égard des consommateurs, garante de la sécurité juridique.

La présidence suédoise tiendra compte des points de vue exprimés par les délégations au stade de la mise au point d'une version révisée du projet de directive.

---

<sup>1</sup> Directive 85/577/CEE concernant la protection des consommateurs dans le cas de contrats négociés en dehors des établissements commerciaux, directive 93/13/CEE concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, directive 97/7/CE concernant les contrats à distance et directive 1999/44/CE sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation.

De nombreuses délégations se sont montrées favorables à une définition large des contrats à distance et des contrats négociés en dehors des établissements commerciaux permettant de s'assurer que les consommateurs ont accès à des informations spécifiques et bénéficient d'un droit de rétractation dans des cas plus fréquents qu'aujourd'hui.

Un certain nombre de délégations ont marqué leur accord quant à des règles communes sur le droit de rétractation et une majorité d'entre elles ont évoqué un droit de rétractation du consommateur de quatorze jours, tant pour les contrats à distance que pour les contrats hors établissement.

En ce qui concerne les règles relatives à la livraison et aux défauts de conformité, plusieurs participants ont fait part de préoccupations, tout en se montrant déterminés à trouver des solutions.

Un grand nombre d'États membres de l'UE pensent que certains secteurs spécifiques, tels que les contrats portant sur des biens immobiliers ou les contrats relatifs à des services financiers, ne devraient pas être couverts par l'ensemble de la directive."

Les négociations antérieures ont montré qu'il était nécessaire de préciser le texte de la proposition de la Commission ([\*doc. 14183/08\*](#)) afin de bien prendre en compte des éléments essentiels tels que le champ d'application de la future directive, la cohérence avec d'autres dispositions législatives communautaires et l'interaction avec le droit général des contrats des États membres.

La proposition couvre le droit à l'information et le droit de rétractation dans le cas d'achats à distance et hors établissement, le remboursement en cas de dénonciation d'un contrat pour cause de livraison tardive et le droit de recours en cas de défaut de conformité. Elle prévoit également l'interdiction des clauses contractuelles abusives. L'objectif visé est la constitution d'un ensemble de règles actualisé, clair et plus uniforme concernant les droits des consommateurs lorsqu'ils achètent des biens et des services, de façon à contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur et à assurer un niveau élevé de protection des consommateurs.

La proposition, qui implique la codécision avec le Parlement européen, a été soumise en octobre 2008 en conséquence de la révision de l'acquis communautaire en matière de consommation qui a été lancée en 2004.

**UN SYSTÈME DE BREVETS AMÉLIORÉ EN EUROPE - Conclusions du Conseil**

Le Conseil a mené un débat sur un système de brevets amélioré en Europe et a adopté des conclusions sur les principaux éléments du futur système de brevets fondé sur deux piliers principaux, à savoir:

1. la mise en place d'un système unifié de règlement des litiges en matière de brevets qui aurait une compétence exclusive pour les litiges civils liés à la contrefaçon et à la validité des brevets de l'UE et des brevets européens et comprendrait un tribunal de première instance (avec une division centrale ainsi que des divisions locales et régionales) et une cour d'appel;
2. la création d'un brevet de l'UE en tant qu'instrument juridique unitaire pour la délivrance de brevets valables dans l'ensemble de l'UE. En session publique, le Conseil a également dégagé une orientation générale (c'est-à-dire un accord de principe dans l'attente de l'avis du Parlement européen) sur un projet de règlement relatif au brevet de l'UE.

Les conclusions, qui serviront de base pour la poursuite des travaux, figurent ci-après:

"LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

1. RAPPELANT que l'amélioration du système de brevets en Europe est un préalable nécessaire pour stimuler la croissance par l'innovation et pour aider les entreprises européennes, en particulier les PME, à affronter la crise économique et la concurrence internationale;
2. CONSIDÉRANT qu'un tel système de brevets amélioré est un élément essentiel du marché intérieur et qu'il devrait reposer sur deux piliers - la création d'un brevet de l'Union européenne (ci-après dénommé "brevet de l'UE") et la mise en place d'une juridiction intégrée spécialisée et unifiée pour le règlement des litiges relatifs aux brevets - afin d'améliorer le respect des brevets et de renforcer la sécurité juridique;

3. CONSCIENT du travail considérable accompli jusqu'ici par les instances préparatoires du Conseil pour mettre au point les instruments juridiques nécessaires à la création des deux piliers susmentionnés;
4. CONVIENT que les conclusions ci-dessous relatives aux principales caractéristiques de la Juridiction du brevet européen et du brevet de l'UE (I) (ci-après dénommée "Juridiction du brevet") pourraient former la base de l'accord final global sur un ensemble de mesures visant à la mise en place d'un système de brevets amélioré en Europe comprenant la création d'une Juridiction du brevet, un brevet de l'UE, y compris le règlement séparé sur les modalités de traduction visé au point 36 ci-après, un partenariat renforcé entre l'Office européen des brevets et les services centraux de la propriété industrielle des États membres et, dans la mesure nécessaire, des modifications de la Convention sur le brevet communautaire, et que les conclusions ci-dessous relatives au brevet de l'UE (II) devraient faire partie de cet accord;
5. SOULIGNE que les conclusions ci-dessous s'entendent sans préjudice de la demande d'un avis de la Cour de justice de l'Union européenne ainsi que des observations écrites des différents États membres, et sont subordonnées à l'avis de la Cour de justice de l'Union européenne;
6. PREND NOTE du projet d'accord sur la Juridiction du brevet européen et du brevet communautaire figurant dans le document 7928/09 du 23 mars 2009 (ci-après "le projet d'accord"), et constate que certains éléments de l'accord envisagé font l'objet d'un examen particulier;
7. SOULIGNE que le système envisagé devrait être établi en tenant dûment compte des dispositions constitutionnelles des États membres et qu'il s'entend sans préjudice de la demande d'un avis de la Cour de justice de l'Union européenne, et que la création de la Juridiction du brevet reposerait sur un accord dont la ratification par les États membres devrait avoir lieu en pleine conformité avec les dispositions constitutionnelles de chacun d'entre eux;
8. CONVIENT que la décision concernant le siège de la Juridiction du brevet devrait faire partie de l'accord final global visé au point 4 et sera conforme à l'acquis de l'UE en la matière;
9. EST CONSCIENT que certains États membres ont des préoccupations majeures d'ordre juridique concernant la création de la Juridiction du brevet et l'architecture globale qu'il est envisagé de lui donner, telles qu'elles sont présentées dans les présentes conclusions, qui devraient être revues en fonction de l'avis rendu par la Cour de justice de l'Union européenne;

**I. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA JURIDICTION DU BREVET EUROPEEN ET DU BREVET DE L'UE**

**LA JURIDICTION DU BREVET EUROPÉEN ET DU BREVET DE L'UE**

10. La Juridiction du brevet devrait avoir une compétence exclusive pour les litiges civils liés à la contrefaçon et à la validité des brevets de l'UE et des brevets européens.
11. Comme indiqué dans le projet d'accord, la Juridiction du brevet devrait comprendre un tribunal de première instance, une cour d'appel et un greffe. Le tribunal de première instance devrait comprendre une division centrale, ainsi que des divisions locales et régionales.
12. La Cour de justice de l'Union européenne veille au respect du principe de la primauté du droit de l'UE et à son interprétation uniforme.

**COMPOSITION DES CHAMBRES**

13. Pour renforcer la confiance des utilisateurs du système de brevets et garantir la qualité et l'efficacité des travaux de la Juridiction du brevet, il est essentiel que la composition des chambres soit organisée de manière à tirer le meilleur parti, via une mise en commun des ressources, de l'expérience acquise dans le domaine du contentieux des brevets par les juges et les praticiens du droit au niveau national. Une expérience pourrait aussi être acquise par la participation à des formations théoriques et pratiques qui devraient être organisées en vue d'améliorer et d'augmenter l'expertise disponible dans le domaine du contentieux des brevets et d'assurer une large diffusion géographique de ces connaissances et expériences spécifiques.
14. Toutes les chambres des divisions locales et régionales et de la division centrale du tribunal de première instance devraient veiller à ce que leurs travaux et l'expertise juridique et technique dont elles disposent présentent un niveau de qualité élevé et uniforme.
15. Les divisions situées dans un État contractant dans lequel, sur une période de trois années consécutives, moins de cinquante procédures ont été engagées par année devraient soit rejoindre une division régionale traitant une masse critique d'au moins cinquante affaires par an soit siéger dans une formation dont l'un des juges qualifiés sur le plan juridique est un ressortissant de l'État contractant concerné et deux des juges qualifiés sur le plan juridique et non ressortissants de l'État contractant concerné sont issus du pool de juges et affectés à la division au cas par cas.

16. Les divisions situées dans un État contractant dans lequel, sur une période de trois années consécutives, plus de cinquante procédures ont été engagées par année civile devraient siéger dans une formation dont deux des juges qualifiés sur le plan juridique sont ressortissants de l'État contractant. Le troisième juge qualifié sur le plan juridique, non ressortissant de l'État contractant, serait issu du pool de juges. Les juges qualifiés sur le plan juridique issus du pool seraient affectés à long terme si cela est nécessaire au bon fonctionnement des divisions dont la charge de travail est importante.
17. Toutes les chambres des divisions locales et régionales devraient comprendre un juge technique supplémentaire en cas de demande reconventionnelle en nullité ou, en cas d'action en contrefaçon, si l'une des parties en fait la demande. Toutes les chambres de la division centrale devraient siéger en formation de deux juges qualifiés sur le plan juridique et d'un juge qualifié sur le plan technique. Ce dernier devrait avoir des compétences dans le domaine technique concerné, être issu du pool de juges et être affecté aux chambres au cas par cas. Dans certaines conditions à définir dans le règlement de procédure et avec l'accord des parties, les affaires en première instance pourraient être traitées par un juge unique qualifié sur le plan juridique.
18. La mise à disposition de juges devrait se faire en tenant compte de leur expertise juridique et technique, de leurs compétences linguistiques et de leur expérience dans le domaine concerné.
19. Les dispositions relatives à la composition des chambres et à la mise à disposition de juges devraient garantir que la Juridiction du brevet est un tribunal indépendant et impartial au sens de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

#### COMPÉTENCE POUR LES ACTIONS EN NULLITE ET LES DEMANDES RECONVENTIONNELLES EN NULLITE

20. Afin de garantir que les divisions locales et régionales travaillent avec rapidité et grande efficacité, il est indispensable qu'elles disposent d'une certaine flexibilité quant au traitement des demandes reconventionnelles en nullité.
  - a) Les actions directes en nullité de brevets devraient être portées devant la division centrale.



- b) Une demande reconventionnelle en nullité peut être portée, en cas d'action en contrefaçon, devant une division locale ou régionale. La division locale ou régionale concernée peut:
  - i) statuer sur la demande reconventionnelle en nullité; ou
  - ii) renvoyer la demande reconventionnelle devant la division centrale et soit statuer sur l'action en contrefaçon, soit suspendre cette procédure; ou
  - iii) avec l'accord des parties, renvoyer l'intégralité du dossier devant la division centrale pour décision.

## LANGUES DE PROCÉDURE

- 21. Le projet d'accord, le statut et le règlement de procédure devraient contenir des dispositions qui garantissent l'équité et la prévisibilité du régime linguistique pour les parties. En outre, toute division de la Juridiction du brevet devrait fournir des services de traduction et d'interprétation lors des procédures orales afin d'aider les parties concernées, dans la mesure jugée appropriée, en particulier lorsque l'une des parties est une PME ou une partie privée.
- 22. La langue de procédure des divisions locales et régionales devrait, en règle générale, être la/les langue(s) de l'État ou des États contractant(s) où ces divisions sont établies. Les États contractants peuvent toutefois désigner une ou plusieurs des langues officielles de l'Office européen des brevets comme langue de procédure de la division locale ou régionale qu'ils accueillent. La langue de procédure de la division centrale devrait être la langue dans laquelle le brevet a été délivré. La langue de procédure de la cour d'appel devrait être celle qui a été utilisée par le tribunal de première instance.
- 23. Toute décision ultérieure affectant de quelque manière que ce soit les dispositions relatives à la langue de procédure fixées dans l'accord sur la Juridiction du brevet devrait être adoptée à l'unanimité.

## PÉRIODE TRANSITOIRE

- 24. La période transitoire ne devrait pas durer plus de cinq ans après l'entrée en vigueur de l'accord sur la Juridiction du brevet.

25. Pendant la période transitoire, des procédures en contrefaçon ou en nullité d'un brevet européen pourraient encore être engagées devant les juridictions nationales ou d'autres autorités compétentes d'un État contractant ayant compétence en vertu du droit national. Toute procédure en instance devant une juridiction nationale au terme de la période transitoire devrait rester soumise au régime transitoire.
26. À moins que la procédure ait déjà été engagée devant la Juridiction du brevet, les titulaires de brevets européens délivrés ou les auteurs d'une demande de brevet introduite avant l'entrée en vigueur de l'accord sur la Juridiction du brevet devraient avoir la possibilité de déroger à la compétence exclusive de la Juridiction du brevet, à condition que cette dérogation soit notifiée au greffe au plus tard un mois avant la fin de la période transitoire.

#### **CLAUSE DE RÉVISION CONCERNANT LA COMPOSITION DES CHAMBRES ET LES DEMANDES RECONVENTIONNELLES EN NULLITE**

27. La Commission devrait contrôler étroitement le fonctionnement, l'efficacité et les incidences des dispositions relatives à la composition des chambres de première instance et à la compétence pour les actions et les demandes reconventionnelles en nullité (voir points 15, 16 et 20 ci-dessus). Six ans après l'entrée en vigueur de l'accord sur la Juridiction du brevet ou après que cette dernière se sera prononcée sur un nombre suffisant de litiges en matière de contrefaçon, estimé à environ 2000, la date la plus tardive étant retenue, et si nécessaire à intervalles réguliers par la suite, la Commission devrait élaborer, sur la base d'une vaste consultation des utilisateurs et d'un avis de la Juridiction du brevet, un rapport contenant des recommandations relatives au maintien, à l'abrogation ou à la modification des dispositions pertinentes, le comité mixte devant décider de la suite à donner à ces recommandations.
28. La Commission devrait en particulier envisager des solutions de remplacement qui renforceraient la composition multinationale des chambres des divisions locales et régionales et soumettraient à l'accord des deux parties le renvoi d'une demande reconventionnelle en nullité, ou de l'intégralité du dossier, devant la division centrale.

**PRINCIPES RELATIFS AU FINANCEMENT DE LA JURIDICTION DU BREVET**

29. La Juridiction du brevet devrait être financée par ses recettes financières propres, composées des frais de procédure et, à tout le moins durant la période transitoire visée au point 24, si nécessaire, par des contributions de l'Union européenne (ci-après dénommée "l'UE") et des États contractants qui ne sont pas membres de celle-ci.
30. Un État contractant qui crée une division locale devrait fournir les installations nécessaires à cette fin.
31. Les frais de procédure seraient fixés par le comité mixte selon une proposition de la Commission, qui devrait comprendre une évaluation par la Commission des frais exposés par la Juridiction du brevet. Le montant des frais de procédure devrait être fixé à un niveau garantissant un juste équilibre entre le principe d'accès équitable à la justice, en particulier pour les PME et les micro-entités, et une contribution adéquate des parties aux frais exposés par la Juridiction du brevet, compte tenu des avantages économiques pour les parties concernées, et du fait que l'on vise à ce que la juridiction soit autofinancée et que ses comptes soient en équilibre. Des mesures de soutien ciblées en faveur des PME et des micro-entités pourraient également être envisagées.
32. La Juridiction du brevet devrait être organisée de la manière la plus efficace et la moins coûteuse possible et garantir un accès équitable à la justice, en tenant compte des besoins des PME et des micro-entités.
33. Les coûts et le financement de la Juridiction du brevet devraient être régulièrement contrôlés par le comité mixte, et le montant des frais de procédure devrait être revu périodiquement, conformément au point 31 ci-dessus.
34. À la fin de la période transitoire, sur la base d'un rapport de la Commission sur les coûts et le financement de la Juridiction du brevet, le comité mixte devrait envisager l'adoption de mesures visant à atteindre l'objectif de l'autofinancement.

**ADHÉSION**

35. Dans un premier temps, en ce qui concerne les États contractants de la Convention sur le brevet communautaire qui ne sont pas membres de l'UE, l'adhésion devrait être ouverte aux parties contractantes de l'accord européen de libre échange. Au terme de la période transitoire, le comité mixte pourrait décider à l'unanimité d'inviter les États contractants de la Convention sur le brevet communautaire à adhérer, à condition qu'ils aient mis en œuvre intégralement toutes les dispositions pertinentes du droit de l'UE et qu'ils aient mis en place des structures efficaces pour la protection des brevets.

**II. LE BREVET DE L'UE****DISPOSITIONS RELATIVES À LA TRADUCTION**

36. Le règlement relatif au brevet de l'UE devrait être accompagné d'un règlement séparé concernant les dispositions relatives à la traduction pour le brevet de l'UE, qui devrait être adopté par le Conseil à l'unanimité, conformément à l'article 118, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Le règlement relatif au brevet de l'UE devrait entrer en vigueur en même temps que le règlement séparé concernant les dispositions relatives à la traduction pour le brevet de l'UE.

**TAXES DE MAINTIEN EN VIGUEUR**

37. Les taxes de maintien en vigueur des brevets de l'UE devraient être progressives tout au long de la vie du brevet de l'UE et, ajoutées aux taxes à payer au cours de la phase de demande, couvrir tous les frais liés à la délivrance et à l'administration du brevet de l'UE. Les taxes de maintien en vigueur seraient payables à l'Office européen des brevets, qui en conserverait la moitié et répartirait la somme restante entre les États membres selon une clé de répartition à utiliser pour les fins liées aux brevets.

38. Dès l'entrée en vigueur du brevet de l'UE, un comité restreint du conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets devrait déterminer à la fois le niveau exact des taxes de maintien en vigueur et la clé de répartition pour leur attribution. Le comité restreint devrait être composé uniquement de représentants de l'UE et de tous les États membres. La position à adopter par l'UE et les États membres au sein du comité restreint devrait être déterminée au sein du Conseil, au moment de l'adoption du règlement relatif au brevet de l'UE. Lors de la fixation du niveau des taxes de maintien en vigueur, il faudrait tenir compte, outre des principes mentionnés ci-dessus, de l'objectif visant à faciliter l'innovation et à favoriser la compétitivité des entreprises européennes. Ce niveau devrait aussi refléter la taille du marché couvert par le brevet de l'UE et être similaire au niveau des taxes de maintien en vigueur pour ce qui est considéré comme un brevet européen moyen au moment de la première décision du comité restreint.
39. La clé de répartition devrait être fixée en tenant compte d'un ensemble de critères justes, équitables et pertinents, tels que le niveau d'activité ayant trait au brevet et la taille du marché. Elle devrait prévoir une compensation pour, entre autres, le fait d'avoir une langue officielle différente des langues officielles de l'Office européen des brevets, le fait d'avoir des niveaux particulièrement faibles d'activité ayant trait au brevet ou le fait d'avoir adhéré récemment à la Convention sur le brevet européen (CBE).
40. Le comité restreint devrait réexaminer périodiquement ses décisions.

#### **PARTENARIAT RENFORCÉ**

41. L'objectif du partenariat renforcé est de promouvoir l'innovation moyennant une plus grande efficacité de la procédure de délivrance des brevets, en évitant les doubles emplois, afin de permettre une délivrance plus rapide des brevets, ce qui augmentera la vitesse d'accès au marché pour les produits et services innovants et réduira les frais pour les demandeurs. Le partenariat renforcé pourrait tirer parti de l'expertise existante des services centraux de la propriété industrielle et renforcer leur capacité à améliorer la qualité globale du système de brevets dans le futur.

42. Le partenariat renforcé devrait permettre à l'Office européen des brevets de recourir régulièrement, lorsqu'il y a lieu, aux résultats de toute recherche réalisée par les services centraux de la propriété industrielle des États membres de l'Organisation européenne des brevets concernant une demande de brevet national pour lequel une priorité est revendiquée lors du dépôt ultérieur d'une demande de brevet européen. Ces résultats devraient être mis à la disposition de l'Office européen des brevets conformément au projet pilote sur l'utilisation de cet organe.
43. Les services centraux de la propriété industrielle peuvent jouer un rôle fondamental pour favoriser l'innovation. Tous les services centraux de la propriété industrielle, y compris ceux qui ne réalisent pas de recherches au cours de la procédure nationale de délivrance des brevets, peuvent remplir un rôle essentiel dans le cadre du partenariat renforcé en conseillant les demandeurs potentiels, et notamment les PME, en diffusant les informations relatives aux brevets et en recevant les demandes.
44. Le partenariat renforcé devrait respecter pleinement le rôle central que joue l'Office européen des brevets dans l'examen et la délivrance des brevets. Dans le cadre de ce partenariat, l'Office européen des brevets devrait prendre en considération les travaux réalisés par les services participants mais ne serait pas obligé de les utiliser. Il devrait conserver la faculté de réaliser de plus amples recherches. Le partenariat renforcé ne devrait pas restreindre la possibilité offerte aux demandeurs de déposer leur demande directement auprès de l'Office européen des brevets.
45. Le partenariat renforcé ferait l'objet d'évaluations périodiques, dans lesquelles interviendraient, d'une manière adéquate, les points de vue des utilisateurs du système de brevets. En outre, il serait essentiel que l'Office européen des brevets communique aux services participants des informations sur la façon dont les rapports de recherche sont utilisés en son sein afin de perfectionner la procédure de recherche, dans un souci d'utilisation optimale des ressources.
46. Le partenariat renforcé devrait être fondé sur une norme européenne pour les recherches, contenant des critères visant à garantir la qualité. Elle devrait comprendre également des prescriptions concernant, entre autres, la formation, les instruments, le retour d'information et l'évaluation.

47. Au moment où le règlement relatif au brevet de l'UE sera adopté, il conviendrait d'établir, au sein du Conseil, la position de l'UE et des États membres sur la mise en place du partenariat renforcé, y compris la norme européenne pour les recherches, cette position étant ensuite mise en œuvre dans le contexte du Réseau européen en matière de brevets (REB), en particulier le projet pilote sur l'utilisation et le Système de qualité européen, dans le cadre de l'action de l'Organisation européenne des brevets.
48. La participation des services centraux de la propriété industrielle au partenariat renforcé devrait être volontaire mais ouverte à tous. Dans le but de faciliter l'utilisation et la mise en commun de toutes les ressources disponibles, la coopération régionale devrait être encouragée. En outre, il conviendrait d'analyser plus en profondeur, de tester et d'évaluer la possibilité de limiter la participation d'un service central de la propriété intellectuelle à un ou plusieurs domaines techniques spécifiques.
49. Les mesures prises devraient s'entendre sans préjudice de toute évolution future du partenariat renforcé, notamment de futurs modèles destinés à améliorer le partenariat entre l'Office européen des brevets et les services centraux de la propriété industrielle. À cet égard, l'Office européen des brevets et les États membres devraient procéder à une évaluation globale du fonctionnement et de l'évolution du partenariat renforcé, en s'appuyant sur l'expérience acquise lors de la mise en œuvre et sur les résultats obtenus par les services centraux de la propriété intellectuelle en ce qui concerne le respect de la norme européenne pour les recherches.

#### MODIFICATIONS DE LA CONVENTION SUR LE BREVET COMMUNAUTAIRE ET ADHÉSION DE L'UE À LADITE CONVENTION

50. Pour que le brevet de l'UE devienne opérationnel, des modifications devraient être apportées, dans la mesure nécessaire, à la Convention sur le brevet communautaire (CBC). L'UE et ses États membres devraient adopter et appliquer toutes les mesures nécessaires, y compris en vue de l'adhésion de l'UE à la CBC. Les modifications de la CBC jugées nécessaires à cet égard ne devraient requérir aucune révision du droit matériel des brevets, non lié à la création du brevet de l'UE.<sup>4</sup>."

**VERS UNE EUROPE COMPÉTITIVE, INNOVANTE ET ÉCO-EFFICACE - Conclusions du Conseil**

À l'issue d'un débat, le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

"LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

1. RAPPELANT que les chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne ont décidé qu'il convenait de s'attacher en priorité à transformer l'Europe en une économie compétitive, fondée sur la connaissance, qui profite à tous, soit innovante et éco-efficace. Le Conseil "Compétitivité" est appelé à jouer un rôle moteur pour veiller à ce que la législation et les décisions de l'UE facilitent la transition vers une nouvelle stratégie européenne pour la croissance et l'emploi, appelée "programme de Lisbonne au-delà de 2010 en faveur de la croissance et de l'emploi";
2. RÉAFFIRMANT qu'il importe d'élaborer un programme ambitieux pour succéder à la stratégie de Lisbonne, en continuant de mettre l'accent sur la croissance et l'emploi, en particulier dans le contexte de la récession économique actuelle, étant donné que la stratégie en cours a créé un consensus au sein de l'UE sur le fait que la modernisation et la coopération sont nécessaires pour renforcer la compétitivité et parvenir à une croissance robuste, durable et équilibrée à l'ère de la mondialisation. SOULIGNANT que les principaux défis qui restent à relever consistent à mettre en œuvre des réformes structurelles, y compris celles qui exploitent des synergies entre les politiques économique, sociale et environnementale, à poursuivre le développement du marché intérieur et de la dimension extérieure, à renforcer la compétitivité de l'industrie, à promouvoir l'esprit d'entreprise et l'amélioration de la réglementation, à optimiser les conditions cadres en matière d'innovation et de recherche, y compris les droits de la propriété intellectuelle, et que ces réformes sont particulièrement importantes pour les PME;
3. CONSCIENT du fait que l'Europe doit agir en collaboration dans tous les domaines d'action concernés, dans le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité, en utilisant tous les instruments appropriés en vue de renforcer la compétitivité et d'honorer l'engagement juridiquement contraignant de réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre en Europe d'ici 2020, est RÉSOLU à décider de passer à une réduction de 30 % d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1990, offre qui est tributaire d'un accord mondial et complet couvrant la période postérieure à 2012, sous réserve que d'autres pays développés s'engagent à atteindre des réductions d'émissions comparables et que les pays en développement avancés apportent une contribution adaptée à leurs responsabilités et à leurs capacités respectives;



4. SOULIGNANT qu'il est essentiel de disposer d'un programme bien défini en matière de compétitivité, pour que les éléments microéconomiques de la future stratégie pour la croissance et l'emploi soient mis en place d'une manière cohérente, et de rationaliser la gestion du processus en limitant autant que possible les informations que les États membres sont tenus de communiquer et en fixant un nombre limité d'objectifs concrets "SMART" (c'est-à-dire spécifiés, mesurables, acceptables, réalistes et situés dans le temps) en partenariat avec les États membres, dans le respect des responsabilités de ces derniers, objectifs qui tiendront compte des spécificités nationales et permettront d'explicitier les priorités de la réforme. La participation accrue du Conseil "Compétitivité" à la procédure d'examen par les pairs des programmes nationaux de réforme et à l'évaluation des recommandations spécifiques par pays, ainsi que l'amélioration de sa coordination avec d'autres formations du Conseil à cet égard permettraient de favoriser le recensement et la promotion des meilleures pratiques au sein des États membres et d'améliorer la mise en place de synergies entre les mesures appliquées dans les États membres, d'une part, et entre celles-ci et les actions menées au niveau communautaire, d'autre part. Il conviendrait, autant que de besoin, de faire ressortir les éléments communautaires de la stratégie, dans le prolongement de l'actuel programme communautaire de Lisbonne, afin d'élaborer un programme stratégique de réformes prioritaires comportant des actions clairement définies et accompagné d'un suivi et d'une évaluation détaillés et d'un calendrier précis; sans préjuger du débat qui aura lieu prochainement, les nouvelles perspectives financières, qui entreront en vigueur en 2014 devraient mettre en évidence l'importance que revêt le programme de Lisbonne au-delà de 2010 en faveur de la croissance et de l'emploi;
5. MET EN EXERGUE les priorités suivantes, qui devraient figurer dans le programme de Lisbonne au-delà de 2010 en faveur de la croissance et de l'emploi: en particulier, la transformation de l'Europe en une économie éco-efficace, la création des meilleures conditions cadres possibles pour améliorer la politique industrielle et la compétitivité et stimuler la croissance et l'emploi, le développement du marché intérieur, l'intensification des efforts de l'UE dans les domaines de la recherche et de l'innovation, et la reconnaissance du rôle central joué dans l'économie européenne par les PME;

**Compétitivité durable et politique industrielle; transformer l'Europe en une économie éco-efficace**

6. INSISTE sur l'importance que revêt pour l'économie européenne une infrastructure industrielle compétitive, solide, moderne et diversifiée, pour laquelle il y a lieu de mettre en place des conditions cadres favorisant l'excellence, l'innovation et la pérennité et permettant aux entreprises d'exercer leurs activités et d'investir, y compris le secteur des services et des industries à haute intensité énergétique, et souligne qu'il demeure nécessaire d'améliorer la compétitivité de l'Europe afin de sortir de la récession économique; soutient par conséquent l'approche intégrée de la politique industrielle durable adoptée par la Commission, qui est fondée sur les dimensions économique, sociale et environnementale, et INVITE la Commission à poursuivre ses initiatives horizontales présentant des dimensions sectorielles afin de tenir compte de la diversité des situations dans les différents secteurs de l'industrie, tout en ouvrant la voie à une transition harmonieuse vers une économie éco-efficace;
7. RAPPELLE que, en vue de préserver et de renforcer la compétitivité de l'industrie européenne et d'améliorer les conditions d'investissement en Europe, il faudrait que les entreprises n'aient pas à engager des coûts excessifs pour se mettre en conformité avec les nouvelles exigences dans les différents domaines d'action. L'Europe devrait rester ouverte à ses partenaires commerciaux et continuer à agir résolument en faveur d'un libre accès aux marchés des pays tiers, y compris par des accords multilatéraux et bilatéraux, la promotion de la coopération et de la convergence en matière de réglementation ainsi que par l'adoption au niveau mondial de normes internationales, ce qui devrait profiter à toutes les parties;
8. SOULIGNE que la réussite de la transition vers une économie éco-efficace et la mise en œuvre d'une politique industrielle durable devraient améliorer la compétitivité et transformer les défis environnementaux en nouveaux créneaux d'activité économique, tout en tenant compte des coûts inhérents à ce processus. Il convient de mettre l'accent sur l'utilisation rationnelle des ressources et sur l'efficacité énergétique, en développant et en déployant de nouvelles technologies sûres et viables à faible taux d'émission de carbone et d'autres technologies propres, ainsi que des industries et des services associés, y compris, entre autres, les technologies du charbon propre et les énergies renouvelables, et en encourageant la tarification des émissions de carbone à l'échelle mondiale, afin d'inciter les marchés à investir dans des technologies propres.

Il est essentiel de conclure un accord international ambitieux sur le climat afin de créer des conditions de marché prévisibles à long terme; un tel accord ne peut être dégagé que si toutes les parties contribuent au processus, sans perdre de vue que l'action isolée de l'Union européenne ne suffira pas;

9. RAPPELLE que le risque de fuite de carbone est analysé et pris en compte dans la nouvelle directive concernant le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (directive 2009/29/CE), de sorte que, pour préserver l'intégrité environnementale des politiques de l'UE, en fonction du résultat des négociations internationales et des réductions des émissions mondiales de gaz à effet de serre qui pourraient en découler, il est possible d'envisager des mesures adéquates, dans le respect des règles du commerce international. La conclusion d'un accord international ambitieux reste la meilleure façon de traiter cette question;
10. INVITE les États membres à approfondir les discussions:
  - sur la manière d'utiliser au mieux les instruments économiques d'un bon rapport coût-efficacité permettant de mieux refléter les coûts et les avantages environnementaux réels et d'attribuer un prix prévisible aux émissions de carbone;
  - sur la meilleure manière de remplir leurs obligations en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'une manière efficace au regard des coûts, notamment dans les secteurs qui ne relèvent pas de la directive de l'UE sur le système communautaire d'échange de quotas d'émission;

COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LE CONSEIL

11. SOULIGNE que, étant donné la mise en place de conditions cadres transparentes et prévisibles, la transition harmonieuse vers une économie éco-efficace crée de nouveaux créneaux d'activité économique, stimule la compétitivité et favorise la croissance de l'emploi, tout EN TENANT COMPTE des positions de départ différentes des États membres;

12. SOULIGNE que, dans le cadre des marchés publics, il est important de stimuler les marchés publics écologiques, qui peuvent jouer un rôle de catalyseur pour un environnement meilleur et un renforcement de la compétitivité européenne, surtout en ce qui concerne l'éco-innovation, l'efficacité énergétique et la technologie; PREND NOTE des orientations de la Commission relatives à des critères communs applicables aux marchés publics écologiques pour un environnement meilleur;
13. INSISTE SUR l'importance qu'il y a de renforcer la coopération du secteur public avec les entreprises, les partenaires sociaux non gouvernementaux et les organisations de consommateurs et d'encourager les investissements du secteur privé ainsi que les partenariats entre les secteurs public et privé favorables aux entreprises, afin de promouvoir la commercialisation des résultats et des innovations dans le domaine de la R&D; ainsi que d'augmenter de manière significative les investissements réalisés dans la R&D portant sur les technologies à faible taux d'émission de carbone et d'autres technologies propres, en particulier en ce qui concerne les projets de démonstration;
14. MET EN EXERGUE la nécessité d'accomplir davantage de progrès et de renforcer la coopération dans le domaine de la normalisation et des spécifications de performance relatives tant aux technologies environnementales existantes qu'aux nouvelles technologies dans ce domaine, afin d'en faciliter l'adoption par le marché;
15. INVITE la Commission et les États membres à examiner plus avant la nécessité de disposer de nouvelles infrastructures favorisant un approvisionnement énergétique durable et plus efficace, notamment les réseaux et les compteurs intelligents et les infrastructures liées aux véhicules électriques et aux carburants alternatifs;
16. INVITE les États membres à prendre en compte les conséquences potentielles sur l'emploi du fait d'aider, le cas échéant, les travailleurs et les entreprises à s'adapter aux nouvelles exigences, à renforcer leurs efforts dans les domaines de la formation et de l'éducation et à développer les compétences nécessaires pour les emplois verts, ce qui permettra d'accroître l'employabilité dans les industries et services tant nouveaux qu'existants;
17. INVITE la Commission et les États membres à promouvoir des schémas de consommation et de production compatibles avec le développement durable, fondés sur une compréhension appropriée du comportement des consommateurs et des répercussions sociales, en élaborant des instruments susceptibles d'accroître la demande de biens et de services éco-efficaces; PREND ACTE de l'importance que revêt la responsabilité sociale des entreprises à cet égard;

18. NOTE qu'il importe de repérer les mesures qui ont des effets néfastes importants sur l'environnement et d'entreprendre les réformes appropriées pour mettre un terme à ces effets ou les réduire au maximum; INVITE la Commission et les États membres à continuer d'inciter les entreprises à appliquer des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique, dans le respect des règles régissant les aides d'État, à encourager les mesures permettant d'internaliser les coûts externes dans le secteur de l'industrie et des transports, de manière compatible avec les plans d'investissement, et à promouvoir le développement et l'utilisation des technologies de l'information et des communications à l'appui des techniques et services dans le domaine de l'environnement, compte tenu des particularités des États membres;
19. INVITE la Commission à encore améliorer les statistiques existantes relatives au secteur des éco-entreprises, notamment en ce qui concerne leur croissance, l'emploi et leur accès au financement, et à tenir compte des évolutions dans le domaine des nouvelles technologies et des nouveaux biens et services;

*Garantir l'accès durable aux matières premières*

20. SOUSCRIT aux trois piliers de l'initiative de la Commission relative aux matières premières, qui sont les suivants: garantir la gestion durable des matières premières et l'accès à celles qui sont situées à l'extérieur de l'UE, garantir les conditions cadres propres à favoriser l'accès aux matières premières au sein de l'UE et promouvoir une utilisation plus efficace et durable des ressources naturelles et des matières premières; INVITE la Commission, pour faire suite à la demande qu'il a formulée dans ses conclusions du 28 mai 2009, à inclure dans le rapport d'étape qu'elle élaborera en 2010 une liste des matières premières répertoriées comme fondamentales et à présenter les mesures prises et les mesures prévues, assorties d'un calendrier pour la mise en œuvre des recommandations pertinentes;
21. EST CONSCIENT que la pression qui s'exerce sur les ressources non-énergétiques est structurelle et qu'elle sera toujours présente après la crise économique actuelle. SOULIGNE qu'il est nécessaire que l'UE lutte contre les distorsions du marché qui compromettent l'accès durable et compétitif aux matières premières essentielles, notamment en ayant recours à la "diplomatie des matières premières";
22. SOULIGNE qu'il existe de nombreuses possibilités pour assurer une utilisation plus durable des ressources, en développant le secteur de la recherche et développement et en renforçant les meilleures pratiques en ce qui concerne l'approvisionnement auprès de sources européennes ainsi que l'efficacité et le recyclage des ressources; INVITE la Commission et les États membres à prendre de nouvelles mesures afin de relever ces défis, dans l'esprit de l'initiative relative aux matières premières;

**Créer les meilleures conditions cadres pour favoriser la croissance et l'emploi***Le marché intérieur et la dimension extérieure*

23. SOULIGNE que l'UE doit encore renforcer et approfondir son marché intérieur pour relever de nouveaux défis; NOTE AVEC SATISFACTION que la Commission a l'intention de procéder à une vaste analyse du marché intérieur y compris à une évaluation de la législation en vigueur; MET L'ACCENT, à cet égard, sur la nécessité d'une coordination effective et INVITE la prochaine Commission à présenter un nouvel ensemble de propositions législatives concernant le marché intérieur prévoyant des actions spécifiques et de nouvelles initiatives le cas échéant; APPELLE la Commission à prendre en compte les besoins en matière de réseau d'infrastructures et à accorder l'attention requise à la dimension sociale et aux services d'intérêt général tout en veillant à ce que les PME puissent en bénéficier;
24. RAPPELLE que des mesures pratiques sont nécessaires pour améliorer encore le fonctionnement du marché intérieur, notamment l'information pratique, la coopération administrative et l'application effective des règles du marché unique, y compris la résolution des problèmes; SOULIGNE que le secteur des services est un atout essentiel pour la croissance et les emplois futurs, que la directive sur les services marque une étape clé sur la voie de la libre circulation des services et que des mesures complémentaires devraient être envisagées, le cas échéant, pour renforcer la prestation transnationale de services; RAPPELLE l'importance du processus d'évaluation mutuelle prévu par la directive sur les services; ENCOURAGE la Commission à poursuivre ses efforts pour adapter la législation communautaire d'harmonisation actuelle au nouveau cadre législatif et PRÉCONISE une vision plus large de la surveillance du marché; SALUE l'initiative de la Commission visant à revoir le système de normalisation européen, une attention particulière étant accordée aux structures nationales qui fonctionnent bien;

SOULIGNE qu'un marché intérieur au fonctionnement harmonieux est nécessaire afin de renforcer la confiance des consommateurs et CONFIRME la nécessité que tant les consommateurs que les entreprises, y compris les PME, puissent en tirer les avantages; SOULIGNE l'importance de la libre circulation de la connaissance et de l'innovation - la "cinquième liberté" - pour la croissance et l'emploi et SE FÉLICITE de l'intention de la Commission de présenter une stratégie globale concernant les DPI;

25. MET L'ACCENT sur le fait qu'un marché intérieur au fonctionnement harmonieux revêt une importance cruciale pour la compétitivité extérieure de l'UE; SOULIGNE qu'il est nécessaire de veiller à ce que le marché de l'UE demeure ouvert au monde et à ce que d'autres marchés s'ouvrent à notre commerce, en continuant à plaider en faveur de marchés toujours plus ouverts dont les parties devraient tirer des avantages réciproques. Un flux continu d'échanges et d'investissements au sein de l'UE et entre l'UE et ses partenaires commerciaux extérieurs est la clé de la productivité, de la croissance et de la prospérité à long terme; INSISTE sur le rôle crucial que jouent les normes internationales ouvertes dans l'accès au marché et l'élimination des obstacles aux échanges; CONVIENT que la stratégie de l'UE renouvelée pour la croissance et l'emploi doit comporter un volet externe explicite faisant l'objet d'une évaluation et d'un suivi; INSISTE sur la nécessité d'une coordination et d'une obligation de faire rapport plus efficaces entre les différents domaines d'action, notamment entre les politiques relatives au marché intérieur et les politiques commerciales;

*Améliorer la réglementation*

26. SE DÉCLARE CONVAINCU que l'amélioration de la réglementation demeure un élément fondamental pour renforcer la compétitivité des entreprises – en particulier les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises – et créer de la croissance économique et des emplois de façon durable;
27. SOULIGNE qu'il est nécessaire que les institutions de l'UE ainsi que les États membres, à tous les niveaux, placent les principes de l'amélioration de la réglementation au cœur de leurs processus décisionnels, qu'ils fassent un meilleur usage des instruments disponibles dans ce domaine, notamment les analyses d'impact et la consultation des parties prenantes, et qu'ils continuent à réduire les charges administratives et à simplifier leur législation; INVITE les États membres à élaborer des systèmes d'analyse d'impact en fonction de leur situation nationale;
28. ESTIME que l'amélioration de la réglementation doit être fondée sur une approche globale qui puisse à l'avenir inclure, le cas échéant, de nouvelles incitations et de nouveaux indicateurs et objectifs qui tiennent également compte des aspects des charges réglementaires autres que les aspects administratifs, comme les coûts de mise en conformité et les perceptions liées aux effets induits par les exigences réglementaires; EST CONSCIENT également de la nécessité d'examiner les aspects liés à la transposition, à la mise en œuvre et au respect des exigences réglementaires ainsi que les coûts découlant des activités transnationales; CONSTATE dans le même temps qu'il importe de faire en sorte que les travaux visant à mieux légiférer restent faciles à gérer et à utiliser;

*La compétitivité au moyen de la politique de concurrence*

29. INVITE LA COMMISSION à veiller, conjointement avec les autorités nationales chargées de la concurrence et les juridictions nationales, à l'application effective des règles de concurrence, à examiner le fonctionnement des marchés de l'UE et, le cas échéant, la possibilité d'ouvrir de nouveaux marchés à la concurrence;
30. SOULIGNE que le régime des aides d'État est fondamental pour maintenir des conditions égales pour tous sur le marché intérieur. Les aides d'État ne devraient être octroyées que si elles sont compatibles avec le traité et les règles applicables en la matière et à condition que les distorsions de concurrence soient aussi limitées que possible;
31. SOULIGNE que le cadre communautaire temporaire pour les aides d'État, adopté par la Commission en décembre 2008, est une mesure à court terme visant à faire face aux difficultés économiques actuelles qui sera supprimée progressivement;

**La compétitivité à l'échelle mondiale par le renforcement de l'innovation et de la recherche**

32. ATTEND AVEC INTÉRÊT la proposition de la Commission concernant un plan européen pour l'innovation ambitieux, axé sur les entreprises et tourné vers l'avenir, dont la portée et le contenu doivent être à la hauteur des grands défis sociétaux, ainsi qu'un nouvel agenda numérique pour l'Europe, afin de renforcer la compétitivité,
33. ESTIME que le plan européen pour l'innovation devrait englober toutes les formes d'innovation tant dans le secteur public que dans le secteur privé, y compris les innovations non technologiques, les innovations fondées sur la recherche, les innovations dans le secteur des services et les innovations en matière de conception écologique;
34. SOULIGNE l'importance que revêtent un meilleur accès au financement, une gouvernance plus simple, une meilleure capacité des PME à innover, ainsi que des mesures axées sur la demande, notamment en ce qui concerne la passation de marchés publics, les achats publics avant commercialisation et le processus de normalisation;
35. SOULIGNE qu'il importe d'instituer un brevet communautaire ainsi qu'une juridiction du brevet européen et du brevet communautaire et d'améliorer encore la protection et l'application des droits de propriété intellectuelle, y compris le soutien adéquat pour la gestion de ces droits dans les PME, afin de renforcer la compétitivité des entreprises européennes;



36. SOULIGNE la nécessité d'accroître l'efficacité des politiques de recherche et d'innovation par une plus grande coordination, une interconnexion plus efficace et une gestion simplifiée des divers instruments au service de l'innovation, ainsi que l'importance d'établir des liens entre lesdites politiques et d'accélérer les procédures de paiement en vue d'inciter les PME à participer davantage au programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité, au septième programme-cadre de recherche et aux fonds structurels, sans perdre de vue qu'une meilleure coordination est également nécessaire au niveau de la Communauté, des États membres et des régions;
37. INSISTE sur l'importance que revêtent les investissements dans les entreprises et les secteurs innovants, notamment afin de favoriser le potentiel des PME en matière d'innovation; EST CONSCIENT des possibilités qu'offrent les pôles d'activités et les réseaux innovants pour stimuler la croissance des entreprises; INVITE la Commission et les États membres à améliorer, rationaliser et simplifier leur soutien en faveur de l'innovation, notamment les innovations non technologiques, en particulier pour les PME;
38. ESTIME que, s'il est vrai que les instruments financiers et les partenariats entre secteur public et secteur privé appuyés par les programmes communautaires jouent un rôle important, il importe également de veiller à ce que les conditions cadres globales sur le plan économique permettent un accès adéquat au financement de l'innovation et au capital-risque, en particulier au capital-investissement;
39. EST CONSCIENT de l'importance que présentent les technologies clés génériques pour la compétitivité et de la nécessité de renforcer les capacités industrielles et d'innovation: il s'agit notamment de programmer conjointement des projets clés de démonstration, d'accroître les transferts de technologie, notamment en faveur des PME, d'améliorer le processus de normalisation, de veiller à proposer une éducation supérieure et une formation appropriées et d'améliorer les conditions cadres nécessaires au déploiement de ces technologies afin de relever les défis sociétaux;
40. SALUE la contribution de l'initiative relative aux marchés porteurs en vue de faciliter l'émergence de nouveaux marchés; INVITE la Commission à procéder à l'évaluation de cette initiative en 2011 et, sur cette base, à examiner la nécessité d'élargir encore son champ d'application;

41. Promouvoir les investissements dans la recherche et les connaissances axées sur l'excellence et faciliter la recherche fondée sur l'innovation sont des éléments essentiels d'une nouvelle stratégie européenne pour la croissance et l'emploi, dans laquelle la recherche et l'innovation relèvent mieux les défis sociétaux. Il est nécessaire à cet égard de mettre en œuvre l'Espace européen de la recherche, y compris sa gestion efficace, ainsi que l'objectif du plan européen pour l'innovation. Réaliser des interactions systémiques et permanentes entre l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation (le triangle de la connaissance) est un point essentiel pour améliorer l'impact des investissements dans la connaissance et il convient de le concrétiser dans les futures structures de gestion et la mise en œuvre des programmes;
42. CONFIRME le rôle joué par l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT) pour promouvoir l'innovation européenne par excellence dans le triangle de la connaissance et encourager les exemples et bonnes pratiques proposant de nouveaux modèles économiques et de gestion des connaissances, utilisés par les premières communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI);

### **Les PME au cœur de l'économie européenne**

43. La mise en œuvre de l'initiative relative aux PME ("Small Business Act" (SBA) pour l'Europe), tant au niveau de l'UE qu'à l'échelon national, constitue une priorité essentielle. Les mesures prévues dans les trois priorités énoncées dans le plan d'action relatif au SBA (améliorer l'accès aux financements pour les PME, mettre en place un environnement réglementaire adapté à leurs besoins et améliorer leur accès aux marchés) doivent être exécutées. Il est indispensable que la politique des PME s'inscrive dans une perspective de long terme afin de soutenir la croissance et la compétitivité;
44. ESTIME que, si l'on veut accélérer la relance économique, il convient de continuer à accorder la priorité à la réduction des retards de paiement et à l'accès adéquat au financement pour les PME, étant donné que ces deux questions continuent de poser problème aux PME dans la plupart des États membres;
45. ENCOURAGE la Commission, la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen d'investissement et les États membres à promouvoir et améliorer les instruments financiers existants qui soutiennent de manière efficace la croissance et l'innovation au sein des PME, en particulier dans le processus de transition vers l'économie éco-efficace;
46. SOULIGNE qu'il importe d'intégrer le principe "penser d'abord aux petits" dans l'élaboration des politiques à tous les niveaux, notamment en appliquant un critère relatif aux PME dans les analyses d'impact afin d'améliorer et de simplifier l'environnement réglementaire de ces entreprises et de réduire les coûts liés au démarrage d'une entreprise;

47. SOULIGNE que, pour pouvoir croître et être actives dans l'UE dans les mêmes conditions que sur le marché national, les PME devraient profiter de façon plus complète des avantages liés au marché intérieur, notamment en ayant accès aux procédures de passation de marchés publics et à la normalisation, ce qui suppose de supprimer les obstacles inutiles à leur participation aux marchés publics; elles devraient également être encouragées à accéder aux marchés des pays tiers et être soutenues à cet effet;
48. EST CONSCIENT qu'il est essentiel de libérer le potentiel d'esprit d'entreprise pour créer des emplois et susciter la croissance à long terme;
49. INSISTE sur le fait qu'il est primordial de promouvoir l'esprit d'entreprise auprès des femmes pour créer une économie solide et durable. Il est par conséquent indispensable d'intégrer cette notion dans les politiques liées aux entreprises, notamment afin de répondre aux besoins des groupes sous-représentés, en particulier les femmes;
50. ENCOURAGE VIVEMENT la Commission et les États membres à promouvoir l'esprit d'entreprise comme un choix professionnel pour tous les citoyens, dès lors que le défi démographique offre des possibilités de créer de nouvelles entreprises, pour des entrepreneurs de tous âges, dans les secteurs de croissance tels que celui des services, ainsi que des possibilités de transfert d'activités dans de nombreux secteurs. JUGE important que les États membres promeuvent la créativité et l'esprit d'entreprise comme des compétences essentielles, à tous les niveaux du système éducatif ainsi que dans les stratégies relatives à l'éducation et à la formation tout au long de la vie;
51. EST CONSCIENT qu'il convient d'offrir aux PME des conditions cadres qui encouragent la transition vers une économie éco-efficace;
52. SOULIGNE la nécessité de promouvoir au sein de l'UE une culture qui permette aux entrepreneurs honnêtes commençant une nouvelle activité après avoir échoué de se voir accorder une nouvelle chance sans qu'ils soient défavorisés en raison de leur échec passé."

**PROGRAMME "MIEUX LÉGIFÉRER" - Conclusions du Conseil**

Le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

"LE CONSEIL,

1. SE DÉCLARE CONVAINCU que le programme "Mieux légiférer" demeurera un facteur essentiel pour renforcer la compétitivité des entreprises - en particulier les micro, petites et moyennes entreprises - et pour créer une croissance économique et des emplois durables;
2. RÉAFFIRME que le programme "Mieux légiférer" vise à améliorer l'élaboration des politiques et de la législation, processus servant à façonner un meilleur environnement réglementaire pour les entreprises, les citoyens et les administrations publiques et à assurer le bon fonctionnement du marché intérieur, tout en respectant l'acquis communautaire et les principes de subsidiarité et de proportionnalité;
3. EST CONSCIENT que des progrès importants ont été réalisés tant au niveau de l'UE que dans les États membres pour faire avancer le programme "Mieux légiférer"; SOULIGNE toutefois qu'un plus grand effort doit être consenti et que, pour poursuivre les progrès, toutes les parties concernées doivent assumer une responsabilité et un engagement communs; SOULIGNE qu'il est nécessaire qu'à tous les niveaux des institutions de l'UE et des États membres, les principes contenus dans le programme "Mieux légiférer" soient au cœur de leur processus de prise de décision;

**Analyses d'impact**

4. SOULIGNE que le recours aux analyses d'impact par les institutions de l'UE doit être amélioré et que la présentation et la qualité des analyses doivent être renforcées de façon à permettre une meilleure prise de décision fondée sur des données concrètes et une législation de grande qualité; EST CONSCIENT qu'il importe de mettre en évidence, lorsqu'il y a lieu, les incidences des modifications substantielles apportées aux propositions législatives lors du processus de négociation, conformément à l'approche interinstitutionnelle commune en matière d'analyse d'impact; SE FÉLICITE des travaux accomplis par le comité d'analyses d'impact de la Commission afin d'améliorer la qualité des analyses d'impact conformément aux lignes directrices de la Commission concernant l'analyse d'impact; PREND NOTE avec intérêt de l'initiative prise par la Cour des comptes européenne d'évaluer le système des analyses d'impact; CONSIDÈRE que des améliorations sont possibles en ce qui concerne notamment l'évaluation des possibilités d'action, la transparence et la quantification des charges administratives ainsi que d'autres coûts et avantages; DEMANDE que des analyses d'impact soient réalisées pour toutes les propositions importantes à venir présentées dans le cadre du programme d'action pour la réduction des charges administratives dans l'UE;
5. INVITE LA COMMISSION à continuer d'améliorer l'utilisation et la qualité des analyses d'impact;
6. S'ENGAGE à tenir pleinement compte des analyses d'impact de la Commission, y compris des avis du comité d'analyses d'impact, lors de l'examen des propositions législatives;
7. INVITE LES ÉTATS MEMBRES à élaborer des systèmes d'analyse d'impact en fonction de leur situation nationale, y compris à fournir à leurs fonctionnaires une formation au traitement des analyses d'impact;

**Réduction des charges administratives et simplification**

8. DEMANDE aux institutions de l'UE et aux États membres de renforcer leurs efforts communs en vue d'atteindre l'objectif convenu consistant à réduire de 25 %, d'ici 2012, les charges administratives sur les entreprises découlant de la législation de l'UE, le but étant que les entreprises en ressentent certains effets d'ici la fin de 2010; RAPPELLE que les progrès dans la réduction des charges administratives seraient compromis si de nouvelles propositions législatives devaient entraîner des coûts administratifs supplémentaires; SALUE la communication de la Commission sur le programme d'action pour la réduction des charges administratives dans l'UE assorti de plans sectoriels d'allègement et de nouvelles actions (COM (2009) 544 final), ainsi que les progrès accomplis jusqu'ici par la Commission dans la présentation de propositions de réduction; CONSIDÈRE que des progrès plus importants doivent être accomplis dans l'adoption de propositions de simplification selon la procédure de codécision;
9. INVITE LA COMMISSION à:
- veiller à ce que, dans le cadre des analyses d'impact, les charges administratives soient minutieusement examinées, dans la mesure du possible en termes quantitatifs, afin d'éviter toutes les charges inutiles;
  - tenir compte du fait que les mesures de réduction ne devraient pas entraîner de transfert de charges administratives excessives vers les administrations publiques;
  - suivre de près les progrès réalisés dans la réduction des charges administratives, à associer les entreprises à la réalisation de "tests sur le terrain" concernant les effets des mesures de réduction et à rendre compte chaque année au Conseil européen de printemps de la mise en œuvre des mesures de réduction, ainsi que des changements significatifs concernant les charges administratives;
  - lancer de nouvelles mesures de réduction chaque fois que cela est nécessaire pour atteindre l'objectif fixé et à continuer de définir de nouvelles propositions de simplification de la législation de l'UE;
  - mettre en pratique les plans sectoriels d'allègement figurant dans la communication précitée de la Commission, à assurer le suivi des résultats et à établir chaque année un rapport à ce sujet;

10. S'ENGAGE ET INVITE LE PARLEMENT EUROPÉEN à éviter, d'une manière générale, d'ajouter des charges administratives inutiles aux propositions législatives;
11. INVITE LES ÉTATS MEMBRES à continuer de réduire les charges administratives, de simplifier leur législation et d'intensifier leurs échanges de bonnes pratiques;

**Consultation et accès au droit**

12. SOULIGNE la nécessité de consulter les parties concernées à un stade précoce et en temps voulu, à l'aide des méthodes appropriées incluant la consultation en ligne, tout au long du cycle d'élaboration des politiques afin de renforcer la qualité de la réglementation; RÉAFFIRME qu'il importe d'améliorer l'accès au droit et qu'il est nécessaire d'utiliser un langage clair et simple pour faire en sorte que le cadre réglementaire soit plus facile à respecter;
13. INVITE LA COMMISSION, en coopération avec les autres institutions de l'UE, à envisager de nouvelles modalités pour faciliter l'accès des entreprises et des citoyens au droit et DEMANDE à la Commission de rendre compte des résultats importants obtenus en la matière dans le cadre du système actuel d'établissement de rapports;

**Le futur programme "Mieux légiférer"**

14. SOULIGNE que des actions concrètes devront être prochainement entreprises pour ouvrir la voie au futur programme "Mieux légiférer" et à un cadre réglementaire judicieux; CONSTATE que de nouvelles solutions peuvent être nécessaires pour relever les défis futurs et PREND NOTE avec intérêt des contributions déjà fournies par différents États membres et parties concernées pour le programme "Mieux légiférer" à compter de 2010;

**À CET ÉGARD, LE CONSEIL**

15. PLAIDE EN FAVEUR d'une adhésion politique renforcée du programme "Mieux légiférer" dans l'ensemble de l'UE et d'un changement culturel positif à long terme en ce qui concerne les attitudes de ceux qui sont associés aux processus de prise de décision à l'égard des principes énoncés dans le programme, d'une meilleure utilisation des documents d'orientation préparatoires, d'une formation plus approfondie des régulateurs et d'autres fonctionnaires, d'une meilleure communication, d'un recours accru à la consultation des parties concernées au cours des processus de prise de décision et d'une meilleure application du principe directeur "penser d'abord aux petits";
16. SOULIGNE la nécessité d'allouer et d'utiliser de manière efficace les ressources pour réaliser les analyses d'impact; CONSIDÈRE que des analyses qui reflètent les impacts que pourraient avoir des modifications substantielles apportées par les institutions aux propositions législatives au cours de la procédure de codécision permettraient une meilleure prise de décision fondée sur des données et seraient utiles pour toutes les parties concernées au niveau de l'UE et dans les États membres lorsque les actes juridiques de l'UE sont transposés en droit national; SE FÉLICITE de l'assistance déjà offerte par la Commission pour tenter de faire en sorte que ses analyses d'impact anticipent mieux les questions que le Conseil ou le Parlement sont susceptibles de poser ainsi que pour envisager d'autres moyens appropriés pour faciliter l'analyse des incidences au cours de la procédure de codécision; EST CONSCIENT de la nécessité de réexaminer l'approche interinstitutionnelle commune en matière d'analyse d'impact, en autres pour trouver une solution pratique pour traiter les modifications substantielles au cours de la procédure de codécision;
17. SOULIGNE que, outre le fait qu'il importe d'améliorer l'utilisation des instruments existants permettant de mieux légiférer, il convient d'examiner de manière continue la nécessité d'élaborer de nouveaux instruments et de mieux utiliser l'administration en ligne dans le cadre des travaux en la matière;
18. CONSIDÈRE que le programme "Mieux légiférer" doit être fondé sur une approche globale qui puisse à l'avenir inclure, si nécessaire, de nouvelles incitations et de nouveaux indicateurs et objectifs qui tiennent également compte des aspects des charges réglementaires autres que les aspects administratifs, comme par exemple les coûts de mise en conformité et les perceptions liées aux effets induits par les exigences réglementaires; EST CONSCIENT également de la nécessité d'examiner les aspects liés à la transposition, à la mise en oeuvre et au respect des exigences réglementaires ainsi que les coûts découlant des activités transfrontières; CONSTATE dans le même temps qu'il importe de faire en sorte que les travaux visant à mieux légiférer restent faciles à gérer et à utiliser;



## 19. INVITE LES INSTITUTIONS DE L'UE ET LES ÉTATS MEMBRES à:

- trouver des moyens d'évaluer efficacement les instruments, les structures et les travaux actuels visant à créer un meilleur environnement réglementaire au niveau de l'UE;
- améliorer la communication avec les groupes consultatifs existants et à envisager de renforcer ceux-ci, ainsi qu'à mieux utiliser les structures actuelles, tout en réfléchissant aux besoins futurs éventuels, tels que d'autres formes de coopération au niveau de l'UE et avec des experts nationaux de la réglementation pour améliorer la coordination, les conseils et les contributions;

## 20. INVITE LA COMMISSION à:

- assurer une consultation efficace avec les parties concernées lors de l'élaboration des analyses d'impact et à envisager d'autres possibilités d'action, en ce qui concerne tant le contenu que le type d'action, et à procéder à des analyses d'impact de grande qualité, en particulier pour ce qui est des initiatives stratégiques essentielles;
- recourir plus largement aux évaluations ex post des actes législatifs pertinents et à envisager la manière d'établir un lien plus systématique entre ces évaluations et les analyses d'impact;
- envisager de porter à douze semaines la période minimale de consultation des parties concernées, en prévoyant des exceptions, le cas échéant;
- trouver des moyens d'assurer une meilleure contribution des parties concernées - en particulier des micro, petites et moyennes entreprises - et d'effectuer des "tests sur le terrain" concernant les mesures planifiées ou entreprises;
- tenir compte de la contribution des États membres et des parties concernées et à faire des propositions sur la manière de développer les travaux actuels concernant la réduction et la simplification des charges administratives et d'élaborer le futur programme "Mieux légiférer" et un cadre réglementaire judicieux à compter de 2010."

**SOCIÉTÉ PRIVÉE EUROPÉENNE**

En session publique, le Conseil est convenu que des travaux supplémentaires étaient requis en ce qui concerne le projet de règlement visant à établir la forme juridique de la société privée européenne (également dénommée "*Societas Privata Europaea*" ou SPE).

Le projet de règlement a été présenté par la Commission le 27 juin 2008 (*doc. [11252/08](#)*) dans le cadre d'un ensemble de mesures faisant partie de la "Loi sur les petites entreprises pour l'Europe (SBA)". Il a été examiné à plusieurs reprises par les instances préparatoires du Conseil et, en mai dernier, le Conseil a pris acte d'un rapport sur l'état d'avancement des travaux (*doc. [9658/09](#)*) lors des discussions concernant la mise en oeuvre de la SBA

La proposition vise à créer un nouvel instrument destiné à renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) à responsabilité limitée en facilitant leur établissement et leur fonctionnement dans le marché unique, en prévoyant un régime juridique des sociétés souple dans l'ensemble de l'UE et en réduisant pour les PME les coûts de constitution et de fonctionnement liés au respect de la législation.

**PRIORITÉS POUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR - *Conclusions du Conseil***

Le Conseil a adopté les conclusions figurant dans le document mentionné ci-après, en vue de préparer le programme de Lisbonne au-delà de 2010 en faveur de la croissance et de l'emploi (*doc. [16112/09](#)*).

**DIVERS****Discussion menée au cours d'un déjeuner de travail sur l'industrie automobile**

La présidence a invité des représentants de General Motors (GM) à présenter leurs projets pour la restructuration des activités de cette entreprise en Europe lors d'un déjeuner informel à l'occasion de la session du Conseil "Compétitivité". Après cet exposé, les ministres ont débattu de la situation de l'industrie automobile. La présidence a constaté une convergence de vues sur les principes suivants:

- une industrie automobile européenne restructurée doit se fonder sur les domaines de forces européens qui sont uniques, en premier lieu le marché intérieur et les objectifs visant à créer un parc automobile moins polluant qui contribueront à atteindre nos objectifs en matière de climat;
- l'ensemble de l'industrie automobile peut tirer le meilleur parti de processus opérationnels efficaces englobant l'Europe sans aides d'État créant des distorsions du marché;
- la compréhension de la nécessité pour les fabricants d'adapter les capacités de production à l'évolution du marché;
- les États membres et la Commission jouent un rôle important pour promouvoir la recherche, le développement et l'innovation, en particulier les mesures de développement technologique prises dans le cadre du Plan européen pour la relance économique;
- tout soutien financier accordé à l'industrie devrait être fondé sur des critères strictement objectifs et économiques et être soumis à un contrôle continu strict et à l'approbation de la Commission;
- il est nécessaire d'assurer un niveau élevé de transparence, d'échanger des informations et de ne pas permettre que des conditions non commerciales influencent la répartition géographique des mesures de restructuration prises par GM ou d'autres entreprises du secteur automobile;
- les pratiques en matière d'information et de consultation doivent être respectées et une approche responsable sur le plan social doit être utilisée;

- il demeure essentiel d'éviter toute course aux subventions entre les États membres et toute fragmentation du marché intérieur.

Sur la base de ces principes, la Commission a été invitée à poursuivre ses efforts pour coordonner les États membres en la matière, notamment de procéder à une évaluation ex-ante du plan d'entreprise et de vérifier sa conformité avec les règles relatives aux aides d'État et à celles du marché intérieur.

La délégation belge a apporté une contribution sous la forme d'une note d'information ([doc. 16693/09](#)).

### **Projet de recherche sur la mer Baltique (BONUS-169)**

La Commission a brièvement présenté la proposition visant à lutter contre les effets négatifs de la pollution, du changement climatique, de l'acidification, de la surexploitation des ressources et de la perte de biodiversité en mer Baltique ([doc. 15234/09](#)) au moyen d'un projet commun de recherche et de développement (programme "BONUS-169") entrepris par des pays de l'UE riverains de la Baltique ([doc. 16768/09](#)).

### **Projet ITER de réacteur de fusion expérimental**

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la Commission concernant le résultat d'une réunion du conseil de l'organisation internationale ITER pour l'énergie de fusion qui s'est tenue à Cadarache (France) les 18 et 19 novembre 2009.

### **Développement des technologies à faible intensité carbonique (plan SET)**

La Commission a transmis au Conseil des informations relatives à sa communication intitulée "Investir dans le développement des technologies à faible intensité carbonique (plan SET)". Le plan stratégique européen pour les technologies énergétiques (plan SET) a été lancé par les conclusions du Conseil du 28 février 2008. Il a pour objectif d'accélérer la mise au point et l'application à grande échelle de technologies énergétiques propres, durables et efficaces, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs que l'UE s'est fixés pour 2020 en matière d'énergie et de climat ainsi qu'à la transition vers une économie mondiale produisant peu de composés carbonés d'ici à 2050.

**Projet de recherche ELI ("Extreme Light Infrastructure")**

Les ministres tchèque, hongrois et roumain chargés de la recherche ont fait part de leur volonté d'élaborer le projet de recherche ELI et invité tous les États membres à participer à cette initiative ([doc. 16197/09](#)).

**Le commerce électronique "B2C" transfrontalier dans l'UE**

La Commission a présenté brièvement une communication ([doc. 15058/09](#)) dans laquelle elle analyse les effets du cadre d'action existant en ce qui concerne la vente transfrontalière de biens sur Internet. La communication révèle également que le commerce électronique reste très nettement fragmenté selon des schémas nationaux en dépit d'un potentiel considérable en faveur d'échanges plus transfrontaliers. Un certain nombre de barrières réglementaires ont été repérées dans différents domaines d'action.

**Conférence "Achat de contenus numériques: droits des consommateurs"**  
(Stockholm, 4 novembre)

La présidence a informé le Conseil des résultats de la conférence<sup>1</sup>.

**Surveillance mondiale de l'environnement et de la sécurité (GMES)**

La Commission a fourni une note d'information ([doc. 16546/09](#)) concernant sa communication sur la GMES: défis à relever et prochaines étapes concernant la composante spatiale ([doc. 15496/09](#)).

**Jeux de hasard et paris dans l'UE**

Le Conseil a pris acte d'un rapport de la présidence ([doc. 16571/09](#)) concernant le cadre juridique des jeux de hasard et paris dans les États membres de l'UE. La présidence suédoise a organisé un certain nombre de réunion d'experts sur l'échange des meilleures pratiques en mettant l'accent en particulier sur les coûts socio-économiques des jeux de hasard, les mesures relatives à la responsabilité en matière de jeux de hasard et les interdictions de publicité et la complicité en matière d'infractions.

---

<sup>1</sup> ["Achat de contenus numériques: droits des consommateurs"](#)

**Commercialisation des produits de construction sur le marché intérieur**

Le Conseil a pris acte d'un rapport de la présidence sur l'état d'avancement des travaux concernant les négociations sur un projet de règlement établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction (*doc. [16570/09](#)*).

**Mieux légiférer - exercice concernant l'échange de bonnes pratiques**

La présidence a brièvement présenté les résultats d'une étude invitant les États membres à exposer les bonnes pratiques relatives aux mesures d'amélioration de la législation ainsi que leurs effets (*doc. [16596/09](#)*).

**Google Books**

La Commission a présenté aux ministres chargés de la compétitivité un rapport écrit sur le projet de règlement de l'action collective pendant concernant le projet de bibliothèque Google. Ce rapport a également été présenté au Conseil "Éducation, jeunesse et culture" lors de sa session des 26 et 27 novembre (*doc. [15109/09](#)*).

**Programme de travail de la prochaine présidence**

La délégation espagnole a informé le Conseil du programme de travail qu'elle mettra en œuvre dans le domaine de la recherche au cours de sa présidence, durant le premier semestre 2010. Ce programme est conforme au programme conjoint des présidences espagnole, belge et hongroise, qui couvre la période allant de janvier 2010 à juin 2011 (*doc. [16771/09](#)*).

**AUTRES POINTS APPROUVÉS****MARCHÉ INTÉRIEUR****Seuils d'application pour la passation des marchés - Marchés publics**

Le Conseil a décidé de ne pas s'opposer à l'adoption par la Commission d'un règlement visant à adapter les seuils d'application pour les procédures de passation des marchés concernant:

- la directive 2004/17/CE relative aux entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux;
- la directive 2004/18/CE relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics; et
- la directive 2009/81/CE relative à la passation des marchés dans les domaines de la défense et de la sécurité.

**AFFAIRES GÉNÉRALES****Mise en œuvre du traité de Lisbonne - Nominations**

Le Conseil a adopté d'un commun accord avec le président de la Commission élu, M. José Manuel Durão Barroso, la liste des autres personnalités qu'il propose de nommer membres de la Commission pour la période allant de la fin du mandat de la Commission actuelle jusqu'au 31 octobre 2014 (*doc.* [16937/09](#)).

De son côté, le Conseil européen a nommé avec l'accord du président de la Commission et conformément à l'article 18, paragraphe 1, du traité de Lisbonne, Mme Catherine Ashton au poste de Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité pour la période allant de la fin du mandat de la Commission actuelle jusqu'au 31 octobre 2014 (*doc.* [1/09](#)).

Conformément à l'article 17, paragraphe 7, troisième alinéa, du traité de Lisbonne, le président, le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et les autres membres de la Commission seront soumis, en tant que collège, à un vote d'approbation du Parlement européen.

**AGRICULTURE****Réception par type des tracteurs agricoles ou forestiers - Procédure de réglementation avec contrôle**

Le Conseil a décidé de ne pas s'opposer à une décision de la Commission adaptant au progrès technique un certain nombre de directives concernant la réception par type des tracteurs agricoles ou forestiers. Conformément à la procédure de réglementation avec contrôle, le Conseil peut s'opposer à l'adoption, par la Commission, d'un acte qui excède les compétences d'exécution de la Commission, n'est pas compatible avec le but ou le contenu de l'acte de base ou ne respecte pas les principes de subsidiarité ou de proportionnalité alors même que l'avis rendu antérieurement par le comité de réglementation était favorable aux mesures envisagées.

---